



Patrick MOREAU

# L'AfD : L'EXTRÊME DROITE ALLEMANDE DANS L'IMPASSE

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

[fondapol.org](http://fondapol.org)

Octobre 2024



**FONDATION**<sub>POUR</sub>  
**L'INNOVATION**  
**POLITIQUE**  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

[fondapol.org](http://fondapol.org)



# L'afd : L'EXTRÊME DROITE ALLEMANDE DANS L'IMPASSE

Patrick MOREAU

La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

## FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

*Un think tank libéral, progressiste et européen*

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

**La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.**

# SOMMAIRE

|                                                                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>INTRODUCTION</b> .....                                                                                                             | 9  |
| Le fractionnement du système politique                                                                                                |    |
| <b>I. ÉMERGENCE ET RENFORCEMENT DE L'AfD</b> .....                                                                                    | 10 |
| <b>1. Fondation et évolution sociologique de l'électorat AfD</b> .....                                                                | 10 |
| a. Une brève histoire de l'AfD .....                                                                                                  | 10 |
| b. Les élections au Bundestag de 2017 et 2021 : les raisons du vote AfD .....                                                         | 13 |
| c. Les élections régionales de Hesse et de Bavière :<br>L'annonce de la percée électorale de l'AfD aux Européennes de juin 2024 ..... | 18 |
| <b>2. Organisation, financement et communication de l'AfD</b> .....                                                                   | 26 |
| a. L'expansion du nombre d'adhérents .....                                                                                            | 26 |
| b. Le profil des cadres du parti .....                                                                                                | 27 |
| c. Présence médiatique et influence sur les réseaux sociaux .....                                                                     | 27 |
| <b>II. LES ALLEMANDS, L'EUROPE ET L'AfD</b> .....                                                                                     | 29 |
| <b>1. L'opinion allemande et l'Union européenne</b> .....                                                                             | 29 |
| <b>2. La perception de la démocratie et des institutions européennes</b> .....                                                        | 31 |
| <b>3. La perception de la Russie par les Allemands<br/>depuis la guerre en Ukraine</b> .....                                          | 34 |
| <b>4. Le programme européen de l'AfD</b> .....                                                                                        | 36 |
| a. L'Union européenne conçue comme une communauté d'États souverains .....                                                            | 36 |
| b. Transformations des institutions et mécanismes européens .....                                                                     | 37 |
| c. L'AfD réclame une refonte de la politique étrangère allemande .....                                                                | 37 |
| <b>III. DÉFIS ET PERSPECTIVES DE L'AfD</b> .....                                                                                      | 38 |
| <b>1. Une réunification allemande inachevée : le tremplin de l'AfD</b> .....                                                          | 38 |
| <b>2. L'impact des difficultés économiques sur le soutien à l'AfD</b> .....                                                           | 39 |
| <b>3. Radicalisation interne, opposition et risques d'interdiction</b> .....                                                          | 43 |
| <b>4. Les institutions religieuses et syndicales face à l'AfD</b> .....                                                               | 44 |
| <b>5. L'AfD et Moscou : des liens controversés sous le feu des débats</b> .....                                                       | 46 |
| <b>6. L'AfD marginalisé par l'extrême droite au Parlement européen</b> .....                                                          | 50 |
| <b>7. Les élections régionales de Thuringe, de Saxe et du Brandebourg</b> .....                                                       | 52 |
| a. Les résultats des élections de Thuringe, Saxe et Brandebourg .....                                                                 | 52 |
| b. Transferts électoraux .....                                                                                                        | 54 |
| c. Sociographie de l'AfD .....                                                                                                        | 56 |
| d. Les déterminants du vote .....                                                                                                     | 57 |
| e. Le choix AfD .....                                                                                                                 | 60 |
| <b>CONCLUSION</b> .....                                                                                                               | 63 |



# RÉSUMÉ

Les élections européennes de juin 2024, en Allemagne, ont souligné la montée de Alternative für Deutschland (AfD). Avec 15,9 % des voix, ce parti d'extrême droite fondé en 2013, est arrivé en deuxième position et a remporté 15 sièges au Parlement européen, son meilleur score à ce jour. L'AfD poursuit sa progression, comme l'ont montré les élections régionales de septembre 2024 en Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg, où il a obtenu aux alentours de 30 % des voix.

La crise migratoire de 2015 a marqué un tournant fondamental, en mettant en avant dans le débat public les thématiques privilégiées de l'AfD : immigration, rejet de l'islam, sécurité, famille, nation, dénonciation de l'échec des « vieux partis », etc. Le parti a su tirer profit de ce contexte, plus favorable encore depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise des approvisionnements énergétiques. L'AfD est désormais un acteur majeur de la vie politique allemande. En dix ans, il a opéré une véritable mue, passant de l'identité d'un parti de protestation à celle d'un parti d'adhésion capable de façonner un corpus idéologique singulier.

Alors que se profile l'élection du Bundestag (en 2025), la coalition Ampel, dirigée par Olaf Scholz, qui rassemble le Parti social-démocrate (SPD), le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts, est frappée par une série d'échecs électoraux majeurs. À l'instar de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), l'AfD a su se nourrir de la crise du système politique allemand et de la défiance à l'égard des partis traditionnels.

Malgré l'offensive menée par les autres partis, les Églises, le patronat, la société civile et les services secrets allemands, l'AfD résiste, poursuivant son ascension, au point de faire craindre une disparition du *Brandmauer* (« mur coupe-feu ») des partis démocratiques.

Cette dynamique ne doit pas abuser le jugement, car il ne faut pas sous-estimer la réalité des difficultés auxquelles le parti est confronté. Au Parlement européen, sa radicalité l'isole, au point d'avoir été exclu du groupe Identité et Démocratie (ID) conduit par le RN. À l'intérieur, malgré un enracinement régional réel à l'Est, l'AfD est toujours sans partenaire de coalition pour gouverner, rendant son arrivée au pouvoir plus qu'incertaine.



L'ancienne brasserie Schultheiss de Dessau a été construite entre 1896 et 1899 comme un bâtiment industriel d'une taille impressionnante. L'architecture historique en brique est classée monument industriel de la ville. Après la faillite, certains bâtiments sont vides et tombent en ruine, d'autres sont utilisés par des institutions culturelles.

© Bildarchiv Monheim GmbH / Alamy Banque D'Images

# L'AFD : L'EXTRÊME DROITE ALLEMANDE DANS L'IMPASSE

Patrick MOREAU

Docteur en Histoire, docteur d'État (FNSP) en sciences politiques, CNRS,  
spécialiste des partis extrémistes en Europe.

## INTRODUCTION

### Le fractionnement du système politique

L'Allemagne connaît une crise de son système politique due à la faiblesse de la coalition « Feu tricolore » (Ampel), qui rassemble le Parti social-démocrate (SPD), le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts. La montée en puissance dans les sondages comme à l'occasion des élections régionales de l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland -AfD), surtout dans les nouveaux Bundesländer, mais aussi plus faiblement à l'Ouest, n'est pas la cause de cette crise, mais une de ses conséquences. La polarisation en cours de la société allemande profite à l'AfD qui, malgré sa radicalité politique, voire son extrémisme, parvient à convaincre un vaste électorat dont il faut analyser la diversité et les motivations au lendemain des élections en Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg de septembre 2024.

Les élections européennes ont été, pour tous les partis en lice, une étape essentielle vers l'élection au Bundestag de 2025. La question centrale est la survie électorale du Parti libéral-démocrate (Freie Demokratische Partei – FDP) et de La Gauche (Die Linke) qui sont, au lendemain des élections régionales de septembre 2024 dans les enquêtes d'opinion, menacés de ne plus franchir la barre de représentation des 5 %, mais aussi la place que prendront les petits partis lors des consultations régionales de 2024 et nationales de 2025. Deux nouveaux acteurs seront présents : l'Alliance Sahra Wagenknecht - Pour la raison et la justice (Bündnis Sarah Wagenknecht - BSW)<sup>1</sup>, qui a aux Européennes largement absorbé les voix de La Gauche et marginalement de l'AfD, et les Électeurs libres (Freie Wähler),

1. Patrick Moreau, L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW), Fondation pour l'innovation politique, Janvier 2024 [en ligne].

ciblant les sympathisants de la CDU-CSU et de l'AfD<sup>2</sup>. En 2025, la liste pourrait s'allonger encore avec l'Union des Valeurs (Werteunion) de Hans-Georg Maasen, qui veut rassembler les conservateurs mal à l'aise avec la politique de la CDU-CSU, et le parti islamiste Alliance démocratique pour la diversité et le renouveau (Demokratische Allianz für Vielfalt und Aufbruch - Dava), qui vise les immigrés de nationalité allemande. Le fractionnement grandissant du système politique pose la question des futures coalitions gouvernementales, tant au niveau du Bund que dans les nouveaux Bundesländer. Dans tous les cas de figures, l'AfD ne sera pas un partenaire de coalition national ou régional, ce qui est beaucoup moins évident au niveau communal, le « mur coupe-feu » (Brandmauer) s'effritant nettement.

## I- ÉMERGENCE ET RENFORCEMENT DE L'AfD

### 1. Fondation et évolution sociologique de l'électorat AfD

#### a. Une brève histoire de l'AfD

L'origine de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) remonte au 25 mars 2010. La chancelière Angela Merkel déclarait devant le Bundestag que, pour sauver la Grèce du désastre financier, elle ne voyait d'autre possibilité qu'une aide financière massive de l'Union européenne. La chancelière justifiait ce choix en évoquant une « absence d'alternative », formule qui explique le nom d'« Alternative für Deutschland », choisi par le nouveau parti.

De très nombreux économistes, de toutes sensibilités politiques, ont manifesté leur désaccord avec la chancelière. Au cours de l'année 2012, un professeur d'économie de Hambourg, Bernd Lucke, décide la création d'un mouvement de rassemblement, Bündnis Bürgerwille - BBW (« Alliance de la volonté citoyenne »). Ce mouvement, affirmé supra-partisan, avait pour objectif d'imposer la tenue de consultations populaires sur les abandons de souveraineté et les questions monétaires. Cette démarche trouvait alors un écho très favorable auprès des associations des classes moyennes ou de PME, surtout d'inspiration conservatrice, mais aussi dans les partis politiques (CDU-CSU et FDP). Dans ce contexte, les futurs fondateurs de l'AfD allaient alors disposer d'un vaste réseau de sympathisants et de soutiens qui, en 2013, ont mis à leur disposition les ressources financières nécessaires à la fondation d'un parti.

2. Erste Lesung, „Kandidat : innen-Liste der Politischen Parteien in Deutschland für die Europawahl 2024“, [ertselesung.de](http://ertselesung.de) [en ligne].

Le 14 avril 2013, cinq mois avant les élections au Bundestag, l'AfD tenait son congrès fondateur. En quelques semaines, le parti disposait d'une implantation dans tous les Länder et pouvait publier la liste de ses candidats. L'AfD bénéficiait alors d'une formidable propagande médiatique, certes négative, mais qui lui permettait de populariser ses thèmes. À l'occasion des élections au Bundestag et aux régionales de la Hesse le 22 septembre 2013, l'AfD échouait à franchir la barre des 5 % (4,7 % au Bundestag, 4,1 % dans la Hesse), mais, dès le mois de mai 2014, elle effectuait une percée politique décisive aux élections européennes (7,1 % des voix et 7 élus). Les trois consultations régionales qui ont suivi ont eu lieu dans les nouveaux Bundesländer (9,7 % en Saxe, 10,6 % en Thuringe et 12,2 % dans le Brandebourg) et ont représenté une nouvelle étape de la consolidation de l'AfD tant sur le plan organisationnel que sur le plan électoral<sup>3</sup>.

Sur le plan thématique, la campagne des élections au Bundestag en 2013 porte essentiellement sur les questions européennes. Les consultations suivantes font néanmoins émerger les nouveaux thèmes porteurs de l'AfD – la politique d'immigration, la sécurité publique, la protection familiale, les valeurs, la nation. L'argumentaire déroulé par l'AfD et l'iconographie de la campagne anti-immigration, dominante à partir de 2015, montrent que ce parti se rapprochait typologiquement d'autres formations nationales-populistes, telles le Front national français ou le FPÖ autrichien. La dénonciation des « vieux partis » présents au Bundestag, l'appel à sauver les systèmes de protection sociale menacés par l'arrivée des « étrangers », la critique de l'islam, présenté comme une religion politique antithétique des principes constitutionnels démocratiques et la dénonciation d'une immigration incontrôlée, renforçaient l'impression d'un glissement vers le nativisme.

La crise des réfugiés est le principal facteur de la percée de l'AfD. Le 31 août 2015, la phrase d'Angela Merkel „Wir schaffen das !” (« Nous y arriverons ! ») devient le symbole d'une société ouverte à la misère du monde. L'arrivée de plus de 900 000 migrants et réfugiés enregistrés en 2015 engendre une crise politique, surtout dans les rangs de la CDU-CSU, et offre à l'AfD la possibilité d'instrumentaliser une inquiétude collective et un sentiment de rejet vis-à-vis de l'islam. Le slogan « Madame Merkel doit partir » devient rapidement le leitmotiv de l'AfD. Aux élections de mars 2016, le parti s'impose sur l'ensemble du territoire comme une force politique incontournable<sup>4</sup>.

3. Deutscher Bundestag, Bundestagswahlergebnisse seit 1949, bundestag.de [en ligne]. Die Bundeswahlleiterin, « Élections au 8e Parlement européen le 25 mai 2014 » [en ligne] ; pour les élections en Saxe : „Wahlen“, wahlen.sachsen.de [en ligne] ; pour les élections en Thuringe : „Wahlen“, [en ligne] ; pour les élections en Brandebourg : „Wahlen“, [en ligne].

4. Lewandowsky Marcel, „Alternative für Deutschland [AfD]“, dans Frank Decker et Viola Neu (Hg.), *Handbuch der deutschen Parteien*, Springer VS, Wiesbaden, 2018, p. 161-170; Patrick Moreau, *L'autre Allemagne. Le réveil de l'extrême droite*, Paris, Vendémiaire, 2017.

## Les résultats de l'AfD aux élections nationales, régionales et européennes (2019 – 2024)

| Élection               | Date                           | %      | Gains (+) ou pertes (-) en points |
|------------------------|--------------------------------|--------|-----------------------------------|
| Européennes            | 26 mai 2019                    | 11 %   | 3,9                               |
| Brandebourg            | 1 <sup>er</sup> septembre 2019 | 23,5 % | 11,4                              |
| Saxe                   | 1 <sup>er</sup> septembre 2019 | 27,5 % | 17,7                              |
| Thuringe               | 27 octobre 2019                | 23,4 % | 12,8                              |
| Hambourg               | 23 février 2020                | 5,3 %  | -0,8                              |
| Bade-Wurtemberg        | 14 mars 2021                   | 9,7 %  | -5,4                              |
| Rhénanie-Palatinat     | 14 mars 2021                   | 8,3 %  | -4,3                              |
| Saxe-Anhalt            | 6 juin 2021                    | 20,8 % | -3,4                              |
| Bundestag              | 26 septembre 2021              | 10,3 % | -2,3                              |
| Mecklembourg-Poméranie | 26 septembre 2021              | 16,7 % | -4,1                              |
| Sarre                  | 27 mars 2022                   | 5,7 %  | -0,5                              |
| Schleswig-Holstein     | 8 mai 2022                     | 4,4 %  | -1,5                              |
| Rhénanie-Westphalie    | 15 mai 2022                    | 5,4 %  | -2,0                              |
| Basse-Saxe             | 9 octobre 2022                 | 11 %   | 4,8                               |
| Berlin                 | 12 février 2023                | 9,1 %  | 1,1                               |
| Bavière                | 8 octobre 2023                 | 14,6 % | 4,4                               |
| Hesse                  | 8 octobre 2023                 | 18,4 % | 5,3                               |
| Européennes            | 9 juin 2024                    | 15,9 % | 4,9                               |
| Thuringe               | 1 <sup>er</sup> septembre 2024 | 32,8 % | 9,4                               |
| Saxe                   | 1 <sup>er</sup> septembre 2024 | 30,6 % | 3,1                               |
| Brandebourg            | 22 septembre 2024              | 29,2 % | 5,7                               |

Source : Bundeswahlleiterin [en ligne].

L'AfD a connu en 2017 une crise politique interne due à l'affrontement de trois lignes politiques : les « conservateurs des valeurs » venus de la CDU-CSU, les nationaux-libéraux issus du groupe fondateur, enfin, les nationaux-*völkisch* venus des mouvements d'extrême-droite (*völkisch* signifiant « populaire » dans un sens ethnique). Après l'élimination des instances dirigeantes des nationaux-libéraux en 2022, le parti est dominé en 2024 par l'aile *völkisch* dirigée par Björn Höcke<sup>5</sup>. Celle-ci a radicalisé le discours de l'AfD et a accentué la propagande antiféministe, anti-immigration, anti-islam et anti-woke du parti. À l'occasion des consultations de Basse-Saxe, de Bavière, de Hesse et de Berlin en 2022 et 2023, l'AfD a progressé nettement dans ces Länder de l'Ouest, mais aussi aux élections de Thuringe, de Saxe et du Brandebourg en septembre 2024.

5. Fabian Virchow, „Landtagswahlen: AfD punktet dort, wo Wirtschaft vor Herausforderungen steht“, Ifri.org, Mars 2020 [en ligne].

## b. Les élections au Bundestag de 2017 et 2021 : les raisons du vote AfD

L'AfD est un parti très jeune par rapport à la plupart de ses concurrents. Pour comprendre sa force et ses faiblesses en 2024, il faut se reporter aux élections au Bundestag de 2017 et de 2021. À l'occasion de ces consultations, les milieux AfD se stratifient, en s'implantant dans les territoires et en rassemblant des couches ou groupes d'électeurs qui sont aujourd'hui la base électorale stable de l'AfD. Un profil type se dessine qui vaut pour les élections européennes de 2024, comme pour les consultations dans les nouveaux Bundesländer de l'Est.

À l'été 2017, la moitié des personnes interrogées était critique à l'égard de la Grande coalition CDU/CSU/SPD en place, notamment en raison des inégalités sociales perçues comme grandissantes, et de l'existence de zones de pauvreté dans des régions en crise. Cette population électorale se concentrait avant tout dans les nouveaux Bundesländer et rassemblait des électeurs à bas niveau de formation, les ouvriers, les adhérents de Die Linke et de l'AfD. Les sondages montraient que l'AfD était perçue par les électeurs comme une formation essentiellement protestataire, utile pour « dénoncer ce qui ne va pas ». La direction de l'AfD focalisait donc tout son discours sur le thème de l'immigration, principale inquiétude des Allemands, un thème toujours actuel.

À l'élection au Bundestag de 2017, l'Union (CDU + CSU) faisait son plus mauvais score depuis 1949 (32,9 %) et le SPD (20,5 %) le plus mauvais score de toute son histoire politique d'après-guerre. La percée de l'AfD (12,6 %) était exceptionnelle dans les nouveaux Bundesländer (21,9 % soit + 16,1 pts), alors qu'à l'Ouest il obtenait 10,7 % (+ 6,3 pts). La croissance de la participation électorale à l'Est comme à l'Ouest était un facteur essentiel de gain pour l'AfD. Il gagnait des électeurs en provenance de tous les partis, dont presque 980 000 voix venues de la CDU-CSU (25 %<sup>6</sup>), mais aussi 400 000 de Die Linke (10 %) et 470 000 du SPD (12 %). Le principal afflux était celui des abstentionnistes mobiles de 2013 (1,2 million, soit 31 %).

15 % des hommes et 9 % des femmes désignent l'AfD comme parti favori, selon les données datant de 2017. Par ailleurs, plus le niveau de formation est élevé, moins l'AfD trouve d'électeurs. La ventilation par tranche d'âge montre que cette formation obtient ses meilleurs scores chez les 25-59 ans, un choix motivé par la peur du chômage et d'une dégradation de leur situation personnelle, comme d'une très forte hostilité à l'immigration perçue comme une double concurrence : sexuelle et économique<sup>7</sup>. Les

6. Les pourcentages indiqués représentent la part de nouveaux électeurs issus de chaque parti par rapport à l'ensemble des nouveaux électeurs de l'AfD en 2017 [soit 3 820 000 nouveaux électeurs].

7. Ann-Katrin Müller et al. „Warum so viele junge Leute die AfD gewählt haben“, 10 octobre 2023 [en ligne].

plus jeunes et les plus de 60 ans étaient, pour leur part, tendanciellement résistants au choix AfD. Le choix par catégorie professionnelle confirmait la « prolétarisation » de ce vote, perceptible à l'occasion des élections régionales de la période 2016-2017 (ouvriers, 21 % ; chômeurs, 21 % ; employés, 12 % ; indépendants, 12 % ; retraités, 11 %) <sup>8</sup>.

Le choix AfD est commandé en 2017, comme en 2024, par un fort sentiment de perte de contrôle. Les électeurs AfD se sentent au plus bas de la société et sont persuadés de connaître une « dégringolade » sociale. Sur le plan politique, les élites partisans et les institutions sont perçues comme éloignées de la réalité et incapables d'écoute, principalement sur la question migratoire. Les électeurs AfD sont, de loin, les plus insatisfaits du fonctionnement de la démocratie allemande (à 80 %). Au cœur du choix AfD (« Les raisons premières de mon choix AfD »), on trouve « juguler la criminalité » (61 %) et « le contrôle de l'arrivée des réfugiés » (60 %). Ce sont les domaines dans lesquels le programme de ce parti est jugé crédible par ses électeurs. Autant de dimensions des campagnes AfD de 2024.

Lors des élections fédérales de 2021, l'AfD enregistre un échec électoral par rapport à 2017. Le parti perd 2,3 pts et termine en cinquième position avec 10,3 % des voix. Le SPD remporte cette élection avec 25,7 % des voix (+ 5,2 pts), devant la CDU/CSU (24,1 %, - 8,9 pts), l'Alliance 90/ Les Verts (14,8 %, + 5,9 pts) et le FDP (11,5 %, + 0,8 pts). La Gauche n'obtient plus que 4,9 % et divise ainsi par deux son résultat des dernières élections fédérales (- 4,3 pts) <sup>9</sup>.

8. Infratest dimap, « WahlREPORT Élections au Bundestag 2017 », 24 septembre 2017 [en ligne].

9. „Bundestagswahl 2021“ [en ligne].

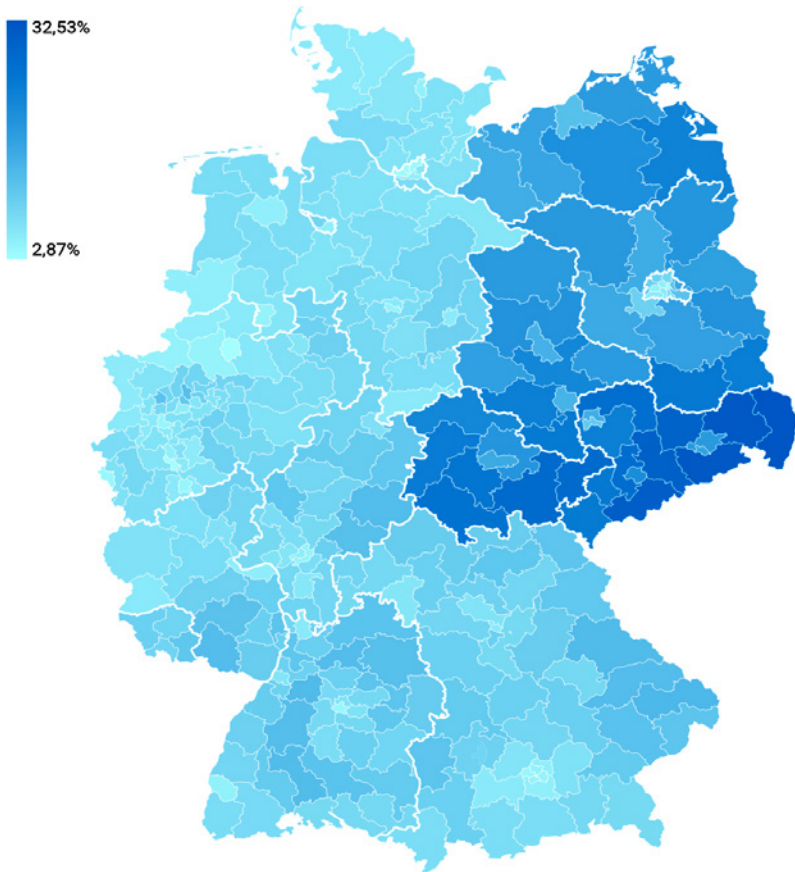


L'Allemagne partagée entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'Ouest, et la République démocratique allemande (RDA) à l'Est



L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

## Les secondes voix pour l'AfD lors des élections au Bundestag de 2021 Zweitstimmenergebnis der AfD



©Der Bundeswahlleiter 2020

Source : Atlas électoral - Le directeur du scrutin fédéral, bundeswahlleiterin.de

Note : Les secondes voix de l'AfD aux élections au Bundestag de 2021. L'électeur a deux voix. Avec sa première voix il élit un candidat dans sa circonscription électorale ; il y a 299 circonscriptions en tout. Avec la seconde il choisit au niveau du Land la liste (Landesliste) d'un parti. Les secondes voix sont décisives pour les rapports de forces exprimés en nombre de mandats entre les partis.

L'AfD perdait 80 000 voix au profit de la CDU/CSU, 260 000 au profit du SPD, 210 000 au profit du FDP, 60 000 au profit des Verts, 180 000 au profit des abstentionnistes et 180 000 au profit des divers petits partis. Les seuls gains provenaient de La Gauche, qui perdait 90 000 voix au profit de l'AfD. Ce parti connaissait, comme en 2019, ses meilleurs résultats dans les nouveaux Bundesländer (18,9 %), contre seulement 8,2 % à l'Ouest<sup>10</sup>.

10. Viola Neu et Sabine Pokorny, „Wahlanalyse der Bundestagswahl in Deutschland“, Konrad Adenauer Stiftung, 26 septembre 2021 [en ligne].

L'analyse par tranche d'âge montrait que le parti restait fort chez les 35-44 ans (15 %, - 1 pt par rapport à 2017). Il reculait chez les 18-24 ans (7 %, - 3 pts) et était très faible chez les 70 ans et plus (5 %, - 2 pts)<sup>11</sup>. Le *gender gap* de 2017 perdure (femmes 8 %, hommes 13 %). Ventilé par niveau de formation, l'AfD rassemblait 13 % des bas niveaux de formation et 6 % seulement des bacs et plus. En conclusion, la sociographie du vote AfD en 2021 était proche de celle de 2017 : indépendants (9 %, - 3 pts), ouvriers (21 %, + 0 pt), chômeurs (17 %, - 4 pts), employés (11 %, - 1 pt), retraités (7 %, - 4 pts). Le caractère néoprolétarien de l'AfD se confirmait donc en 2021.

Sur les thèmes motivant le choix AfD, les personnes interrogées répondaient « l'immigration » (40 %), « la politique gouvernementale pendant la pandémie de la Covid-19 » (18 %), « la sécurité sociale et les retraites » (17 %) ainsi que « le travail et l'économie » (11 %). Le programme du parti jouait un rôle central dans le choix de l'AfD (programme : 71 % ; candidat : 14 % ; lien partisan sur le long terme : 7 %). En 2021, l'AfD n'était plus seulement un parti de protestation, mais aussi une offre idéologique donnant à son électorat un profil relativement unitaire, ce que confirment les sondages de 2024<sup>12</sup>.

Les élections de la période 2022-2023 montrent que l'AfD, par-delà la question migratoire, se renforce dans les régions de transition<sup>13</sup>. Il s'agit de communes ou de districts ayant un taux d'emploi élevé dans les entreprises à forte consommation d'énergie ou dans l'industrie automobile, c'est-à-dire des « branches industrielles auxquelles la décarbonisation est un défi ». Ce qui est le cas en Hesse et en Bavière. L'étude de l'Institut de l'économie allemande (IW) montre que l'AfD a, dans les régions bavaroises en mutation structurelle, obtenu en moyenne 3,1 pts de pourcentage de plus que son résultat global (14,6 %). En Hesse, il a gagné 2,6 pts en moyenne. Après l'immigration, la transformation est devenue un thème de mobilisation efficace pour l'AfD. En 2024, le parti atteint les personnes qui sont soumises au « stress de la transformation ». Il s'agit moins de personnes pauvres ou au chômage que de la « partie de la classe moyenne qui se voit menacée de déclassement face aux changements structurels ».

Le ministère de l'Intérieur évoque, dans les rapports sur l'AfD, une radicalisation du parti, qui se lit dans les textes, mais qui est aussi mesurable dans les sondages. Une analyse de la Konrad Adenauer Stiftung de la fin de 2023 conforte cette thèse. Elle montre que, avec une moyenne

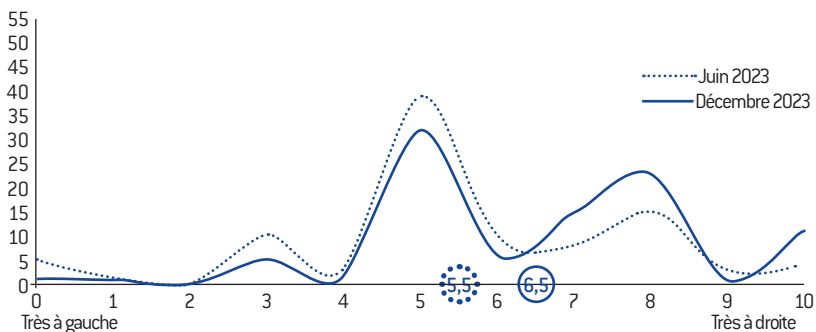
11. Parmi les autres catégories : les 25-34 ans (12 %, -2 pts), les 45 – 59 ans (12 %, -2 pts), les 60-69 ans (10 %, -2 pts).

12. Viola Neu et Sabine Pokorny, *op.cit.*

13. Knut Bergmann et al., „Landtagswahlen: AfD punktet dort, wo Wirtschaft vor Herausforderungen steht“, iwkoeln.de, 11 octobre 2023 [en ligne].

de 6,5, l'électorat de l'AfD se positionne de loin le plus à droite sur l'échelle gauche-droite (SPD 4, CDU/CSU 4,7, Verts 3,3)<sup>14</sup>.

#### Auto-évaluation des électeurs de l'AfD sur l'échelle gauche-droite (échelle de 0, très à gauche ; à 10, très à droite)



Source : Sabine Pokorny, « Bäumchen wechsel dich? Politische Einstellungen im Wandel », kas.de, 18 février 2024, p.41 [en ligne].

32 % des électeurs de l'AfD se classent au milieu de l'échelle avec une valeur de 5, tandis que 23 % s'auto-évaluent à 8. Enfin, 11 % de l'électorat se positionne à 10 sur l'échelle gauche-droite, largement au-dessus de la moyenne de l'électorat qui est à 6,5. La comparaison dans le temps montre un « net déplacement vers la droite de l'électorat de l'AfD » en seulement six mois. Les sondeurs constatent que le positionnement aux valeurs 3 et 6 est devenu plus rare. En revanche, les électeurs de l'AfD se positionnent désormais plus souvent aux valeurs 7 et 8. Le positionnement très à droite, la valeur 10, a « également nettement augmenté », passant de 4 % à 11 %. Un signal fort de la radicalisation en cours de l'AfD<sup>15</sup>.

#### c. Les élections régionales de Hesse et de Bavière :

##### L'annonce de la percée électorale de l'AfD aux Européennes de juin 2024

Les élections régionales de Hesse et de Bavière d'octobre 2023 permettent de comprendre les raisons du succès de l'AfD aux Européennes de 2024<sup>16</sup>. Au niveau national, le parti rassemble certes plus d'électeurs en pourcentage dans les nouveaux Bundesländer, mais son score actuel repose sur sa montée en puissance dans les vieux Bundesländer qui rassemblent 68 millions d'habitants contre 15 millions à l'Est (une progression de quelques points est donc plus significative à l'Ouest qu'à l'Est).

14. Sabine Pokorny, „Bäumchen wechsel dich? Politische Einstellungen im Wandel“, kas.de, 18 février 2024, p.41 [en ligne].

15. Sabine Pokorny, *op. cit.*

16. Bayern. Landtagswahl 2023 [en ligne] ; Heesen. Landtagswahl 2023 [en ligne] ; Viola Neu, Sabine Pokorny, Analyse der Landtagswahl in Hessen am 8. Oktober 2023 [en ligne].

En octobre 2023, l'AfD en Hesse obtenait 18,4 % des suffrages, soit une augmentation de 5,3 pts par rapport à 2019. En Bavière, ce parti rassemble 14,6 % des suffrages (+4,4 pts).

### Résultats des principaux partis aux Européennes de 2024 et évolution 2019-2024 [en %]

|                          | 2019 | 2024 | Evo. 19-24 |
|--------------------------|------|------|------------|
| Participation électorale | 61,4 | 64,8 | +3,4       |
| CDU                      | 22,6 | 23,7 | +1,1       |
| AfD                      | 11,0 | 15,9 | +4,9       |
| SPD                      | 15,8 | 13,9 | -1,9       |
| Grüne                    | 20,5 | 11,9 | -8,6       |
| CSU                      | 6,3  | 6,3  | 0,0        |
| BSW                      | -    | 6,2  | +6,2       |
| FDP                      | 5,4  | 5,2  | -0,2       |
| Die Linke                | 5,5  | 2,7  | -2,8       |
| Autres                   | 12,9 | 14,2 | +1,3       |

Source : Bundeswahlleiterin [en ligne].

Les élections européennes sont aujourd'hui perçues et vécues comme une consultation nationale du même type que les législatives, ceci malgré les différences fondamentales existant sur les buts de la consultation.

### Le choix pour un parti a été causé par ... - 2024 (en %)

|                         | 2019 | 2024 |
|-------------------------|------|------|
| La politique nationale  | 47   | 55   |
| La politique européenne | 45   | 38   |

Source : Tagesschau, 9 juin 2024 [en ligne]

La CDU/CSU a remporté les élections européennes avec 30 % des suffrages et devance largement tous les autres partis. Les partis de l'Union envoient 29 députés au Parlement européen (23 CDU et 6 CSU). Le résultat de l'Union est nettement meilleur en Allemagne de l'Ouest (32,4 %) qu'en Allemagne de l'Est (20,7 %).

Après leur résultat record de 2019, les Verts subissent de lourdes pertes et n'atteignent plus que 11,9 % (-8,6 pts), le SPD tombe à 13,9 % (-1,9 pt), son résultat historiquement le plus faible aux élections européennes. L'AfD progresse à 15,9 % (+4,9 pts) et obtient 15 sièges au Parlement européen (+4). Dans les nouveaux Bundesländer, l'AfD rassemble 28 % des suffrages

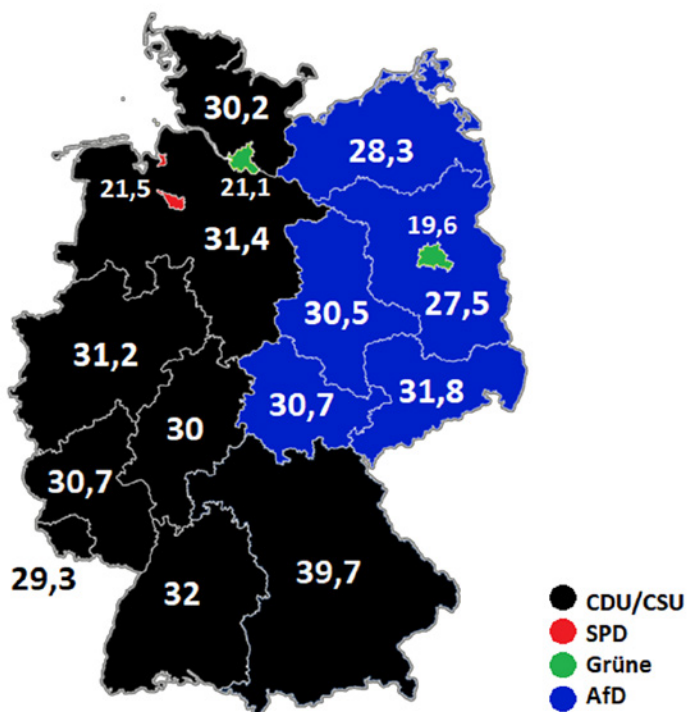
contre 13 % seulement en Allemagne de l'Ouest<sup>17</sup>. Si l'on compare les résultats de l'AfD aux Européennes avec l'élection au Bundestag de 2021, la progression de l'AfD est plus importante en Allemagne de l'Est qu'en Allemagne de l'Ouest. L'AfD obtient les meilleurs résultats à l'Est, à l'exception du Land de Berlin (Saxe : 31,8 %, Thuringe : 30,7 %, Saxe-Anhalt : 30,5 %). L'analyse des sondages de 2023 montre que le maximum d'intention de vote pour l'AfD était de 22/23 % en fin d'année. Le parti recule à partir de janvier 2024, d'abord à la suite de la publication par Correctiv de la rencontre de Postdam sur la remigration<sup>18</sup>, puis au printemps avec les affaires des députés Bystron et Krah soupçonnés de corruption au profit de Moscou et de contacts avec la Chine (voir infra). Cette phase de déclin s'achève à l'été 2024. La crise de la coalition Ampel au pouvoir, une forte augmentation de l'immigration incontrôlée, enfin plusieurs actes terroristes commis par des immigrés donnaient à l'AfD sa dynamique électorale.

La Gauche recule à 2,7 % (-2,8 pts), une conséquence de la scission Wagenknecht et de la fondation de son nouveau parti, le BSW. Cette formation effectue une percée conséquente, mais limitée à 6,2 %. Le FDP reste quasiment stable à 5,2 % (-0,2 pt), mais est menacé à l'avenir de tomber en dessous de la barre de représentativité des 5 %. Tous les autres partis totalisent 14,2 % des voix, dont 2,7 % pour les Electeurs Libres (Freie Wähler) et 2,6 % pour le parti Volt.

17. Catrina Schläger, Christos Katsioulis et Jan Nikas Engels, « Analyse des Europawahl 2024 in Deutschland », Friedrich-Ebert Stiftung, juin 2024.

18. Nach Correctiv-Enthüllungen: Was vom rechten Geheimtreffen bleibt.

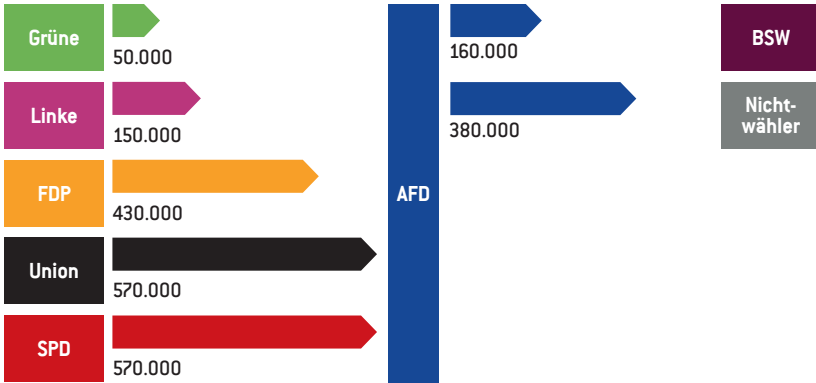
## Les résultats des partis vainqueurs dans les Länder



Source : Bundeswahlleiterin, Europawahl 2024 [en ligne].

La CDU/CSU gagne par rapport aux élections fédérales de 2021 1 450 000 électeurs venus du SPD et 560 000 électeurs Verts. L'Union enregistre toutefois des pertes au profit de l'AfD (-570 000) et du BSW (-260 000). L'AfD gagne des électeurs venus de presque tous les partis (SPD et CDU/CSU : 570 000 chacun, Die Linke : 150 000). Seule perte importante : 160 000 électeurs AfD en 2021 rejoignent le BSW. Ce transfert montre que cette formation est en mesure de rogner l'électorat AfD, mais aussi celui de Die Linke, une tendance qui s'est confirmée à l'occasion des élections régionales dans les nouveaux Länder à l'automne 2024.

### Les transferts électoraux 2021 – 2024 en milliers de suffrages



Source: Viola Neu / Jochen Roose, Tabellenanhang zur Europawahl in Deutschland am 9. Juni 2024 [en ligne].

Dans les deux Länder bavarois et de Hesse ainsi qu'aux Européennes de 2024, la percée de l'AfD a les mêmes causes. Cependant, dans les derniers moments de la campagne électorale des Européennes, deux événements, largement relayés dans les médias, ont eu un impact : les inondations en Bavière, qui ont été présentées comme une nouvelle preuve de la nécessité d'une politique climatique renforcée, n'ont toutefois pas permis aux Verts de compenser leur mauvaise image dans la population. Le meurtre d'un policier par un islamiste a eu, par contre, un effet mobilisateur pour la CDU/CSU et l'AfD, ce dernier réussissant à faire quelque peu oublier sa désastreuse campagne (les affaires Krah et Bystron – voir infra).

### Quels thèmes ont influencé votre choix de voter AfD ?

|                            | Européennes 2019 | Européennes 2024 |
|----------------------------|------------------|------------------|
| Développement économique   | 2                | 12               |
| Immigration                | 57               | 46               |
| Maintien de la paix        | 7                | 17               |
| Justice / sécurité sociale | 17               | 15               |
| Politique nationale        | 61               | 72               |
| Politique européenne       | 11               | 19               |

Source : Wer wähle die AfD - und warum ? 18 octobre 2023, tagesschau.de. Résultats de l'enquête en Hesse et en Bavière [en ligne]. Source : Viola Neu / Jochen Roose, Tabellenanhang zur Europawahl in Deutschland am 9. Juni 2024.

L'AfD, en dehors des questions migratoires et de l'islam, a plutôt mauvaise presse en 2024. Il est perçu comme un parti extrémiste de droite, inféodé aux intérêts russes et chinois et promoteur d'une « autre Europe », dont ne veulent pas la très grande majorité des Allemands.



## La perception de l'AfD (en %)

| <i>Ensemble des personnes interrogées</i>                                                     | 2019 | 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|
| Je trouve positif qu'il veuille réduire l'influence de l'Islam en Allemagne                   | 36   | 45   |
| Je trouve positif qu'il veuille réduire l'arrivée d'étrangers et de réfugiés                  | 33   | 46   |
| Ne se distancie pas assez des positions extrémistes de droite                                 | 84   | -    |
| Je le considère comme un parti extrémiste de droite                                           | -    | 71   |
| Les hommes politiques de l'AfD collaborent de manière trop étroite avec la Chine et la Russie | -    | 60   |
| Je trouve bien qu'il y ait un parti qui veuille changer fondamentalement l'UE                 | -    | 21   |

Source : Taggeschau, 26 mai 2019 [en ligne]

L'analyse des compétences des partis montre que l'Union domine pratiquement tous les thèmes, sauf l'environnement (Verts, 33 %), la question des retraites (SPD, 25 %) et de la justice sociale (SPD, 27 %). Le SPD reste, malgré la perception négative du chancelier par les électeurs, le second parti en termes de capacités et de crédibilité. Le BSW n'a, pour sa part, pas de profil clair. L'AfD a, depuis 2019, acquis une compétence limitée dans les domaines de l'immigration et de la lutte contre la criminalité. Il est aussi sur le thème des « réponses aux questions d'avenir » à 8 %, à un point du SPD (9 %) et largement en tête devant le FDP (4 %), le BSW (4 %) et Die Linke (2 %).

## Les compétences des principaux partis candidats - 2024 (en %)

| <i>Ensemble des personnes interrogées</i>                  | Union | Verts | SPD | AfD | Linke | FDP | BSW |
|------------------------------------------------------------|-------|-------|-----|-----|-------|-----|-----|
| Faire progresser l'économie                                | 36    | 5     | 12  | 9   | 1     | 11  | 3   |
| Combattre la criminalité                                   | 34    | 3     | 13  | 15  | 1     | 3   | 3   |
| Représenter les intérêts allemands dans l'Union Européenne | 33    | 16    | 7   | 2   | 8     | 4   | 4   |
| Politique étrangère                                        | 31    | 12    | 13  | 7   | 2     | 5   | 4   |
| Politique de défense                                       | 30    | 4     | 20  | 9   | 2     | 5   | 3   |
| Paix en Europe                                             | 27    | 8     | 17  | 7   | 3     | 3   | 5   |
| Politique des réfugiés et de l'immigration                 | 25    | 8     | 12  | 14  | 4     | 3   | 4   |
| Politique fiscale                                          | 25    | 4     | 16  | 7   | 2     | 15  | 3   |
| Pension de vieillesse /retraite                            | 21    | 3     | 25  | 7   | 4     | 8   | 3   |
| Justice sociale                                            | 18    | 7     | 27  | 9   | 6     | 4   | 6   |
| Climat et environnement                                    | 16    | 33    | 7   | 6   | 1     | 3   | 4   |
| Résoudre les principaux problèmes de l'Allemagne           | 28    | 7     | 15  | 10  | 2     | 4   | 4   |
| Offrir les meilleures réponses aux questions d'avenir      | 16    | 13    | 9   | 8   | 2     | 4   | 4   |

Source : Tagesschau, 9 juin 2024 [en ligne].

Les sympathisants de l'AfD peuvent être qualifiés d'électeurs « téflon ». Cet électoral se montre de fait pratiquement indifférent à l'égard des critiques et des arguments des partis concurrents. Leur parti est perçu comme une victime d'attaques injustifiées. Ce qui explique pourquoi les scandales Bystron et Krah (voir infra) n'ont pas entraîné de désaffection massive des adhérents, ceci tout particulièrement dans les nouveaux Länder.

### Électeurs AfD : La perception de leur parti (en %)

| <i>Électeurs AfD</i>                                                                                            | 2019 | 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|
| Je trouve positif qu'il veuille réduire l'arrivée d'étrangers et de réfugiés                                    | 98   | 95   |
| Je trouve bien qu'il y ait un parti qui veuille changer fondamentalement l'UE                                   | -    | 90   |
| Je trouve positif qu'il veuille réduire l'influence de l'islam en Allemagne                                     | 98   | -    |
| Ne se distancie pas assez des positions extrémistes de droite                                                   | 47   | -    |
| Cela m'est égal que ce parti soit partiellement extrémiste de droite pour autant qu'il aborde les thèmes justes | -    | 82   |
| Les hommes politiques de l'AfD collaborent de manière trop étroite avec la Chine et la Russie                   | -    | 17   |

Source : Tagesschau, 19 mai 2019 [en ligne], Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne]

### La sociologie du vote AfD aux Européennes en 2024 (évolution par rapport à 2019)

|                   | <b>Européennes</b> |
|-------------------|--------------------|
| Résultats (en %)  | 15,9 (+3,9)        |
| Hommes            | 19 (+6)            |
| Femmes            | 12 (+4)            |
| 16-24 ans en 2024 | 16                 |
| 25-34 ans         | 18 (+7)            |
| 35-44 ans         | 20 (+7)            |
| 45-59 ans         | 18 (+5)            |
| 60-69 ans         | 15 (+4)            |
| 70 et plus        | 8 (+1)             |
| Ouvriers          | 33 (+10)           |
| Employés          | 15 (+6)            |
| Indépendants      | 17 (+5)            |
| Retraités         | 11 (+1)            |
| Fonctionnaires    | 10 (+4)            |

Source : Wer wählte die AfD - und warum ? 18 octobre 2023, tagesschau.de. Résultats de l'enquête en Hesse et en Bavière [en ligne].

L'AfD a progressé dans toutes les tranches d'âges en 2023 et 2024, mais son succès est localisé chez les moins de 60 ans. La ventilation par tranche d'âge, pour les Européennes en 2024, chez les moins de 25 ans n'est pas directement comparable avec 2019, car les 16-18 ans avaient pour la première fois le droit de voter. Néanmoins, la dynamique est claire : l'AfD obtient en 2024 16 % des suffrages des 16-24 ans, surtout des jeunes hommes (21 %). L'AfD devance dans cette catégorie largement tous les autres partis. En termes de niveau éducatif, la dynamique existante depuis 2015 se confirme : plus le niveau éducatif est bas, meilleurs sont les résultats de l'AfD. Sa progression 2019-2024 se localise aussi dans les niveaux éducatifs les moins élevés (diplôme d'études secondaires : 18,7%, +6,3 pts ; certificat de fin des études secondaires : 22,5 %, +7,4 pts).

Le vote AfD progresse en 2024 dans toutes les couches sociales, principalement chez les ouvriers et les indépendants. L'AfD est enfin surreprésenté en 2024 chez les personnes interrogées en mauvaise situation économique (32 %, +13 pts). Sur le plan géographique, seules les grandes villes résistent encore au parti.

### Les principales raisons du vote AfD aux élections Européennes en 2024

|                            | Européennes |
|----------------------------|-------------|
| Immigration                | 46 [-11]    |
| Croissance économique      | 12 [+10]    |
| Justice / sécurité sociale | 15 [-2]     |
| Maintien de la paix        | 17 [+10]    |

Source : Wer wählte die AfD - und warum ? 18 octobre 2023, tagesschau.de. Résultats de l'enquête en Hesse et en Bavière [en ligne].

### Les craintes des électeurs AfD : « Je suis très inquiet... »

|                                                                               | Européennes |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Que trop d'étrangers viennent en Allemagne                                    | 95          |
| Que la criminalité augmente fortement à l'avenir                              | 96          |
| Que l'on soit mis à l'écart si l'on dit ce que l'on pense sur certains thèmes | 86          |
| Que le soutien unilatéral à l'Ukraine entraîne des dommages à l'Allemagne     | 76          |
| Que je ne puisse pas maintenir mon niveau de vie                              | 78          |
| Que l'influence de l'Islam ne devienne trop forte en Allemagne                | 94          |
| Que notre mode de vie en Allemagne change trop                                | 91          |

Source : Wer wählte die AfD - und warum ? 18 octobre 2023, tagesschau.de. Résultats de l'enquête en Bavière [en ligne].

Le vote AfD reste commandé par la déception des électeurs de la politique des autres partis. Cependant, c'est l'offre programmatique du parti qui persuade de plus en plus. En ce sens, l'AFD n'est plus un parti unidimensionnel protestataire.

### La perception de l'AFD - Ensemble des électeurs

|                                                                                                     | Européennes |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Je considère que l'AFD est un parti extrémiste de droite                                            | 71          |
| Je trouve positif que l'AFD veuille limiter plus fortement l'immigration d'étrangers et de réfugiés | 46 (+13)    |

Source : Wer wähle die AfD - und warum ? 18 octobre 2023, tagesschau.de. Résultats de l'enquête en Hesse et en Bavière [en ligne].

Ces données montrent que l'AFD est devenu un parti populaire (« Volkspartei ») implanté dans tous les milieux. Ce qui unit les électeurs du parti, ce n'est pas tant leur métier, leur sexe, leur niveau d'éducation ou leur âge, mais leur choix idéologique. La critique des partis établis aboutit à un rejet radical du système politique et de la démocratie. Le thème le plus important est l'immigration qui permet sous différents aspects de rassembler la clientèle du parti. La question de l'extrémisme ne joue qu'un rôle très marginal pour les sympathisants de l'AFD, ce qui laisse douter de l'efficacité électorale des campagnes « antifascistes » actuelles. Les succès de l'AFD dans les nouveaux Bundesländer en septembre 2024 lui ont redonné une dynamique électorale tant à l'Ouest que dans les nouveaux Länder. Si la politique migratoire de la coalition Ampel échoue et si la crise économique actuelle s'aggrave, l'AFD verrait s'ouvrir un avenir électoral radieux.

## 2. Organisation, financement et communication de l'AFD

### a. L'expansion du nombre d'adhérents

L'AFD revendiquait 40 131 adhérents en janvier 2024<sup>19</sup>, 48 000 en juin 2024. Le parti a connu une expansion très rapide du nombre de ses adhérents, même s'il reste en deçà de ses concurrents : la CDU (371 976 membres en 2022), la CSU (131 000 membres en 2023), le SPD (365 190 membres en 2023) et l'Alliance 90/Les Verts (126 451 membres en 2023)<sup>20</sup>.

19. n-tv, „Mitgliederzahl der AfD stark gestiegen“, n-tv.de, 1<sup>er</sup> janvier 2024 [en ligne].

20. Bundeszentral für politische Bildung, „Mitgliederentwicklung der Parteien“, bpb.de, 21 octobre 2022 [en ligne].

Au moment de sa fondation, l'AfD rassemblait 10 000 adhérents qui sont passés à plus de 17 000 fin 2013. Le parti dispose également d'une organisation de jeunesse, Jeune Alternative (Junge Alternative - JA), qui compte aujourd'hui 2 100 adhérents. L'un des principaux problèmes de l'AfD est sa difficulté à recruter des femmes (17 % en 2018)<sup>21</sup>. Le parti a une solide base financière : en dehors des dons (6 463 027 euros en 2021, 3 866 321 euros en 2022), l'AfD reçoit des remboursements légaux (11 002 878 euros en 2021, 10 409 359 euros en 2022)<sup>22</sup>.

### b. Le profil des cadres du parti

L'AfD est dirigé par Tino Chrupalla, un peintre en bâtiment<sup>23</sup>, et Alice Weidel, une économiste spécialiste de la Chine<sup>24</sup>. Il dispose de 78 élus sur 733 au Bundestag, de 251 députés dans les Landtag sur un total de 1 894, de 15 élus au Parlement européen. Il a enfin une fondation « proche du parti », la Desiderius-Erasmus-Stiftung<sup>25</sup>, dont le financement fait l'objet d'une vive bataille juridique<sup>26</sup>.

S'il n'existe pas de sociologie interne officielle des cadres et des élus de l'AfD, l'analyse des professions exercées montre la présence de policiers, d'avocats, de médecins, d'enseignants, mais quasiment pas d'ouvriers ou d'artisans. Ce haut niveau de formation (études universitaires, maîtrise et doctorat) des élus AfD dans les Länder et au Bundestag les prédispose à être très actifs au sein des commissions parlementaires. L'AfD aime, dans ce cadre, attirer l'attention par ses provocations : ainsi, bien qu'il veuille se donner l'image d'un parti sérieux et apte à gouverner, ses thèses, volontairement provocatrices, restent extrêmement radicales.

### c. Présence médiatique et influence sur les réseaux sociaux

La force de l'AfD sur le plan électoral est corrélée avec sa présence médiatique. Le parti s'est inspiré de l'expérience du FPÖ en Autriche<sup>27</sup>. Il dispose d'une chaîne de télévision (AfDTV), d'un organe central (AfD Kompakt), mais aussi d'un vaste réseau de publications et de structures amies de sensibilité Nouvelle Droite<sup>28</sup>. Parmi les partis représentés au Bundestag, l'AfD est le plus présent sur les réseaux sociaux.

21. Deutscher Bundestag, „Fundstellenverzeichnis der Rechenschaftsberichte“, bundestag.de [en ligne].

22. Deutscher Bundestag, „Rechenschaftsbericht der AfD veröffentlicht“, bundestag.de, 16 avril 2024 [en ligne].

23. Deutscher Bundestag, „Biografie Tino Chrupalla“, bundestag.de, [en ligne].

24. *Idem*.

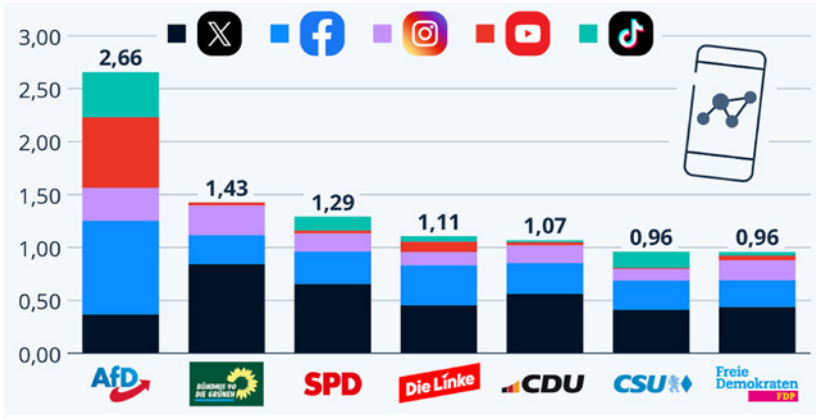
25. Frankfurter Allgemeine, „Kein Geld für AfD-nahe Desiderius-Erasmus-Stiftung“, faz.net, 10 novembre 2023 [en ligne].

26. „Bundestag beschließt Finanzierungsregeln für parteinahe Stiftungen“, zeit.de, 10 novembre 2023 [en ligne].

27. WDR 5 töne, „AfD hat früh in Social Media investiert“, wdr.de, 17 février 2024 [en ligne].

28. Pfahl-Traughber Armin, *Intellektuelle Rechtsextremisten*. Das Gefahrenpotenzial der Neuen Rechten, Dietz, Bonn, 2022.

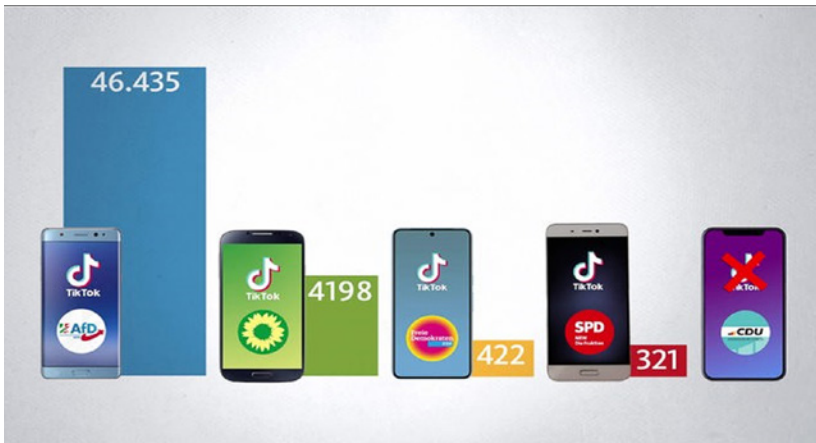
## Les utilisateurs des réseaux sociaux des partis politiques allemands



Source : AfD auf Social Media am breitesten aufgestellt, statista.com, 27 février 2024 [en ligne].

Selon une étude Statista, c'est sur les réseaux sociaux X (anciennement Twitter), Facebook, Instagram, Youtube et TikTok que l'AfD a le plus de followers (2,66 millions). Les Verts sont en seconde position avec 1,43 million de followers, mais loin derrière l'AfD<sup>29</sup>. Aux Européennes, TikTok allait jouer un rôle central dans la percée de l'AfD chez les moins de 25 ans<sup>30</sup>.

## La présence des partis sur TIKTOK en juin 2024



Source : AfD siegt bei EU-Wahl dank TikTok - Kultur Nachrichten - Kultur - WDR, wdr.de, 10 juin 2024 [en ligne].

29. Matthias Janson, « AfD auf Social Media am breitesten aufgestellt », de.statista.com, 27 février 2024 [en ligne].

30. Pia Seidler, « Die erste Sekunde ist entscheidend: Welche Rolle TikTok bei der Europawahl 2024 spielt », ; Forscher: AfD siegt bei EU-Wahl dank TikTok.

## II- LES ALLEMANDS, L'EUROPE ET L'AfD

### 1. L'opinion allemande et l'Union européenne

Pour mesurer les positions des Allemands par rapport à l'Europe, nous disposons de deux enquêtes complémentaires. Elles datent de la fin 2023 : d'une part l'enquête Eurobaromètre réalisée en automne 2023<sup>31</sup>, d'autre part une étude publiée par la Konrad Adenauer Stiftung en février 2024<sup>32</sup>.

Selon l'enquête Eurobaromètre, plus des trois quarts (78 %) des Allemands se sentent citoyens de l'UE. La proportion est stable par comparaison à l'enquête précédente de l'été 2023 (+1 pt). Cependant, l'écart entre l'Allemagne de l'Ouest (81 %, + 3 pts) et l'Allemagne de l'Est (65 %, - 6 pts) s'est nettement creusé en quelques mois, passant de 7 à 16 pts. Si l'Europe a bonne presse, des zones d'ombres existent.

#### La confiance dans l'avenir souligne la coupure entre les deux Allemagne

|                   | Décembre 2022 | Juin 2023 | Décembre 2023 |
|-------------------|---------------|-----------|---------------|
| Moyenne nationale | 57            | 53        | 53            |
| Est               | 48            | 42        | 45            |
| Ouest             | 59            | 55        | 55            |

Source : Sabine Pokorny, „Bäumchen wechsel dich? Politische Einstellungen im Wandel“, Konrad Adenauer Stiftung, 18 février 2024 [en ligne].

On le voit, qu'il s'agisse de la partie Ouest de l'Allemagne ou de la partie Est, la confiance en l'avenir est à peu près stable mais à un niveau relativement faible. Dans l'étude de la Konrad Adenauer Stiftung, on observe que chez les électeurs de la CDU/CSU, autrefois plus optimistes que la moyenne, la confiance a significativement reculé entre décembre 2022 (67 %) et décembre 2023 (56 %). Toutefois, c'est auprès des électeurs de l'AfD que l'on enregistre, en décembre 2023, le niveau d'optimisme le moins élevé (25 %).

Selon les données de l'Eurobaromètre, 55 % (+ 4 pts) des Allemands pensent que leur voix compte dans l'Union européenne et que les intérêts de l'Allemagne sont bien pris en compte (65 %, - 2 pts). Il faut noter que près de la moitié des personnes interrogées (48 %) estiment que des décisions devraient être prises au niveau de l'Union Européenne, ce qui est une revendication de l'AfD depuis sa création.

31. European Commission, « Standard Eurobarometer 100 - Autumn 2023 », [europa.eu](http://europa.eu), décembre 2023 [en ligne].

32. Sabine Pokorny, « Bäumchen wechsel dich? Politische Einstellungen im Wandel », Konrad Adenauer Stiftung, 18 février 2024 [en ligne]. Les données qui suivent issues de l'étude de la Konrad Adenauer Stiftung proviennent de ce document.

## Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest jugent le fonctionnement de la démocratie dans leur pays

[Réponses : très satisfait/satisfait]

|                   | Décembre 2022 | Juin 2023 | Décembre 2023 |
|-------------------|---------------|-----------|---------------|
| Moyenne nationale | 52            | 38        | 36            |
| Est               | 35            | 30        | 28            |
| Ouest             | 56            | 41        | 39            |

Source : Sabine Pokorny, „Bäumchen wechsel dich? Politische Einstellungen im Wandel“, Konrad Adenauer Stiftung, février 2024 [en ligne].

Les données de la Konrad Adenauer Stiftung montrent d'abord que les jugements portés par les Allemands de l'Est et les Allemands de l'Ouest sur le fonctionnement de la démocratie dans leur pays tend à converger. Elles montrent ensuite que la convergence se fait dans un recul de la satisfaction qui est le fait de l'opinion des Allemands de l'Ouest. En effet, ces données témoignent d'un recul de la satisfaction en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie allemande, qui est particulièrement marqué dans l'Allemagne de l'Ouest. Cet espace était jusqu'à présent le point d'ancrage du soutien de l'opinion allemande à la démocratie, lequel s'effondre en une année, passant de 52 % à 36 %.

## La satisfaction à l'égard de la démocratie selon la proximité partisane

[Réponses : très satisfait/satisfait]

|                   | Décembre 2022 | Juin 2023 | Décembre 2023 |
|-------------------|---------------|-----------|---------------|
| Moyenne nationale | 52            | 38        | 36            |
| CDU/CSU           | 61            | 53        | 39            |
| SPD               | 64            | 58        | 64            |
| B90/Die Grünen    | 84            | 68        | 66            |
| AfD               | 3             | 4         | 11            |

Source : Sabine Pokorny, „Bäumchen wechsel dich? Politische Einstellungen im Wandel“, Konrad Adenauer Stiftung, février 2024 [en ligne].

On le voit, l'effondrement en une année de la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie en Allemagne recouvre d'abord l'expression d'une insatisfaction chez les Allemands de droite ; cela révèle une traduction en termes politiques de la convergence soulignée plus haut entre l'opinion des Allemands de l'Ouest et l'opinion des Allemands de l'Est. L'insatisfaction est devenue majoritaire chez les Allemands proches de la CDU/CSU. Ce sont donc les Allemands proches de la CDU/CSU qui tendent à se rapprocher sur ce point des Allemands proches de l'AfD,



lesquels expriment une insatisfaction massive. Le fait que la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie en Allemagne recule en moyenne de 16 pts souligne l'orientation à droite de l'électorat allemand.

## 2. La perception de la démocratie et des institutions européennes

La satisfaction à l'égard de la démocratie est en forte baisse depuis 2022. Selon la Konrad Adenauer Stiftung, seulement 28 % des Allemands de l'Est et 39 % des Allemands de l'Ouest sont désormais satisfaits de la démocratie. L'évolution négative la plus forte concerne les électeurs de la CDU/CSU. Les sondeurs y voient un effet « de la faible confiance de ces électeurs dans le gouvernement fédéral », mais aussi une conséquence de la crise actuelle (immigration, déclin économique, inflation, environnement). La baisse de confiance est particulièrement sensible à l'Ouest, ce qui explique les gains électoraux de l'AfD en 2023 aux élections régionales. Les électeurs AfD sont, sans surprise, parmi ceux qui critiquent le plus le fonctionnement de la démocratie. La satisfaction à l'égard de la démocratie a davantage baissé entre 2022 et 2023 chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation scolaire (- 21 pts) que chez les personnes ayant un niveau moyen ou élevé (- 15 pts)<sup>33</sup>.

Selon la Konrad Adenauer Stiftung, de toutes les institutions interrogées, c'est la police qui bénéficie en décembre 2023 de la plus grande confiance (75 %), suivis par les tribunaux (63 %). La confiance dans les médias de service public est la plus haute parmi les personnes ayant un niveau d'éducation scolaire élevé (59 %). Parmi les personnes ayant un niveau d'éducation formelle faible ou moyen, à peine une personne sur deux fait confiance aux médias de service public (49 % et 46 %). Enfin, la confiance dans les médias de service public est toujours la plus faible dans l'électorat de l'AfD (10 % fin 2023).

La confiance dans le Bundestag a baissé entre décembre 2022 (51 %) et juin 2023 (42 %), tant en Allemagne de l'Ouest qu'en Allemagne de l'Est. En Allemagne de l'Ouest, la confiance actuelle est de 44 % contre seulement 34 % en Allemagne de l'Est.

| <b>Confiance dans le gouvernement fédéral allemand</b> | <b>Décembre 2022</b> | <b>Juin 2023</b> | <b>Décembre 2023</b> |
|--------------------------------------------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| Moyenne nationale                                      | 47                   | 39               | 34                   |
| Est                                                    | 33                   | 29               | 29                   |
| Ouest                                                  | 50                   | 41               | 36                   |

Source : Sabine Pokorny, *ibid.*

33. Sabine Pokorny, *ibid.*

La confiance dans le gouvernement fédéral a elle aussi baissé de 13 pts par rapport à 2022 (34 %, - 13 pts). Cette baisse s'observe en Allemagne de l'Ouest (- 14 pts) mais moins marquée à l'Est (- 4 pts).

Selon les données de l'Eurobaromètre, au niveau international, la majorité des Allemands (58 %) font confiance à l'OTAN (soit + 4 pts en un an), mais là aussi, l'écart est important entre les Allemands de l'Est (37 %) et les Allemands de l'Ouest (63 %) <sup>34</sup>.

Interrogés sur ce que représente pour eux l'Union européenne, les Allemands répondent que l'UE représente avant tout la liberté de voyager, d'étudier et de travailler en Europe (56 %). Pour 36 % des Allemands, l'UE est toutefois synonyme de trop de bureaucratie.

Pour assurer l'influence de l'Europe, 81 % des Allemands soutiennent une politique étrangère, de sécurité et de défense commune des États membres. Le soutien à l'élargissement de l'UE dans les prochaines années (Ukraine, Turquie...) a toutefois baissé entre 2022 et 2023 en Allemagne (38 %, - 2 pts).

Enfin, concernant l'appartenance à l'Union européenne, les données de l'Eurobaromètre montrent que 71 % des Allemands ne croient pas que leur pays s'en sortirait mieux s'il la quittait. Toutefois, si, en moyenne, près de la moitié (48 %) des Allemands font confiance à l'Union européenne, le clivage séparant sur ce point l'opinion des Allemands de l'Ouest (53 %) de l'opinion des Allemands de l'Est (30 %) est frappant.

En 2023, la moitié des Allemands (50 %) font confiance au Parlement européen, 46 % à la Commission européenne, 48 % à la Banque centrale européenne, 43 % au Conseil européen. Là encore, il existe cependant de fortes différences d'appréciations entre l'Est et l'Ouest. Ainsi, pour la confiance dans le Parlement européen, la différence est de 23 pts entre les Allemands de l'Est (32 %) et les Allemands de l'Ouest (55 %). Il s'agit du niveau de confiance le plus bas au sein de l'Union européenne. En ce qui concerne la confiance dans la Commission européenne, l'écart est de 20 pts entre la partie Est (30 %) et la partie Ouest (50 %), soit le niveau le plus faible des pays de l'UE. Enfin, le Conseil européen bénéficie de la confiance de 25 % des Allemands de l'Est et de 47 % des Allemands de l'Ouest.

Les tendances de 2023 se voyaient confirmées aux Européennes de 2024. Le bilan de l'Europe est très positif, malgré un léger affaiblissement entre 2019 et 2024. Seul l'AfD ne croit pas que l'Europe nous protège en période de crise <sup>35</sup>.

34. European Commission, „Standard Eurobarometer 100 - Autumn 2023”, europa.eu, décembre 2023 [en ligne].

35. L'UE peut mieux réagir aux problèmes globaux que chaque pays individuellement – 2024 (en %) : AfD non : 58 %. Oui : 38 %. Source : [2024] [en ligne].

## La perception de l'Union Européenne – 2019 - 2024 (en %)

| <i>Ensemble des électeurs</i>                                            | 2019 | 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------|------|------|
| Nous sommes plus en sécurité grâce à l'Europe                            | 78   | 72   |
| Offre une protection pendant les périodes de crise                       | 76   | 72   |
| Peut mieux réagir aux problèmes globaux que chaque pays individuellement | 77   | 71   |
| L'adhésion à l'EU fait que nous allons bien économiquement               | 78   | 64   |

Source : Tagesschau, 19 mai 2019 [en ligne], Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

## L'UE offre une protection pendant les périodes de crise – 2024 (en %)

|                   | Non | Oui |
|-------------------|-----|-----|
| Moyenne nationale | 21  | 72  |
| Verts             | 5   | 93  |
| SPD               | 8   | 88  |
| Union             | 11  | 87  |
| BSW               | 28  | 65  |
| AfD               | 66  | 26  |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

L'AfD est aussi le seul parti persuadé que l'Europe est en crise économique.

## L'adhésion à l'UE fait que nous allons bien économiquement – 2024 (en %)

|                   | Non | Oui |
|-------------------|-----|-----|
| Moyenne nationale | 30  | 64  |
| Verts             | 5   | 93  |
| SPD               | 11  | 82  |
| Union             | 21  | 75  |
| BSW               | 47  | 45  |
| AfD               | 74  | 22  |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

Le soutien massif des Allemands (82 %) à l'euro impose une limite encore infranchissable au discours de l'AfD qui a inscrit dans son programme le retour aux monnaies nationales (cf. plus loin). Mais la question des frontières et de l'immigration offre en revanche à l'extrême droite allemande des perspectives de progression électorale. Fin 2023, plus des trois quarts des Allemands (78 %) sont favorables à une politique commune en matière de migration et d'asile. Si une large majorité des Allemands interrogés disent ne pas avoir de problèmes avec l'immigration de personnes originaires d'autres pays de l'Union européenne, il en va différemment s'agissant des migrants issus de pays extra-européens, puisque 53 % des Allemands sont hostiles à leur immigration dans le pays, ce qui représente une augmentation de 5 pts par rapport à 2022.

Ce thème allait jouer à plein aux Européennes de 2024 comme aux élections régionales de Thuringe, de Saxe et du Brandebourg en septembre 2024.

### 3. La perception de la Russie par les Allemands depuis la guerre en Ukraine

La guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine joue un rôle important dans l'évolution de l'opinion allemande. La plupart des Allemands voient dans l'invasion russe en Ukraine une menace pour la sécurité de l'Europe (79 %) et un danger pour l'Allemagne (76 %). Cependant, en décembre 2023, seule la moitié des personnes interrogées (49 %) se disaient satisfaites de la réaction du gouvernement fédéral à l'attaque russe contre l'Ukraine, mais le soutien au gouvernement venait principalement de la partie occidentale du pays (53 %), tandis que dans sa partie orientale, l'insatisfaction était majoritaire (63 %). La situation est similaire lorsqu'il s'agit d'évaluer la réaction de l'Union européenne à l'attaque russe : 55 % des Allemands de l'Ouest sont satisfaits de la réaction de l'Europe, contre seulement 34 % des Allemands de l'Est<sup>36</sup>. Les Allemands les plus favorables à l'AfD sont aussi ceux qui approuvent le moins les réactions de leur gouvernement et de l'Europe face à la guerre déclenchée par Poutine, peut-être par crainte d'être plus directement et rapidement exposés à ses conséquences.

Le sondage Infraset Dimap montre que nombre d'électeurs (27 %) sont sceptiques sur la capacité des partis actuels à rétablir et sécuriser la paix en Europe, un aspect du pessimisme régnant actuellement en RFA.

#### Dans quel parti avez-vous le plus confiance pour rétablir et sécuriser la paix en Europe - 2024 [en %]

|             |    |
|-------------|----|
| Union       | 27 |
| SPD         | 17 |
| Verts       | 8  |
| AfD         | 7  |
| BSW         | 5  |
| Aucun parti | 27 |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

Dans une série de sept sondages, le CEMAS a mesuré l'approbation croissante de thèses russes visant à affaiblir l'Ukraine<sup>37</sup>. L'Union européenne s'est intéressée de manière intensive à la propagande russe, qualifiée de partie intégrante de l'agenda militaire russe, de menace pour

36. European Commission, "Standard Eurobarometer 100 - Autumn 2023", europa.eu, décembre 2023 [en ligne].

37. Pia Lamberty, „Jahrestag des russischen Angriffskriegs auf die Ukraine : Glaube an Propaganda – und Verschwörungserzählungen“, cemas.io, 22 février 2024 [en ligne].

la sécurité publique et les processus électoraux dans l'Union européenne<sup>38</sup>. Or, 77 % des Allemands et 81 % des Européens craignent les effets négatifs de la désinformation pour la démocratie<sup>39</sup>. De fait, on peut mesurer l'efficacité des *fake news* transportées par les usines à *troll* de Moscou ou de Pékin, relayées par les médias AfD et extrémistes de droite. C'est pourquoi l'opinion publique soutient cette lutte contre la propagande russe : 66 % des Allemands se prononcent en faveur de l'interdiction des médias russes tels que Sputnik et Russia Today dans l'ensemble de l'Union européenne. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Allemands (81 %) souhaitent une coopération renforcée au niveau européen sur les questions de défense. Le fait que l'Europe doive renforcer ses capacités de production d'équipements militaires recueille 71 % de soutien en Allemagne. L'enquête Eurobaromètre s'est également penchée sur les conséquences en matière de politique énergétique engendrées par l'agression russe. Il apparaît que la plupart (80 %) des Allemands sont favorables à des investissements massifs dans les énergies renouvelables pour assurer la sécurité énergétique de l'UE<sup>40</sup>.

#### Récits de conspiration pro-russes et de propagande et évolution 2022-2023 (en %)

| Date du sondage                                                                               | Avril 2022 |               |              | Décembre 2023 |               |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------|--------------|---------------|---------------|--------------|
|                                                                                               | Accord     | Partiellement | Pas d'accord | Accord        | Partiellement | Pas d'accord |
| Thèses                                                                                        |            |               |              |               |               |              |
| Poutine s'attaque à une élite mondiale qui tire les ficelles dans l'ombre                     | 12         | 20            | 68           | 18 (+ 6)      | 24 (+ 4)      | 58 (- 10)    |
| L'OTAN est le véritable agresseur, contre lequel la Russie doit seulement se défendre         | 12         | 17            | 71           | 20 (+ 8)      | 19 (+ 2)      | 61 (- 10)    |
| La guerre était nécessaire pour se débarrasser en Ukraine du régime fasciste                  | 5          | 9             | 86           | 8 (+ 3)       | 14 (+ 5)      | 78 (- 8)     |
| L'Ukraine n'a historiquement pas de revendications territoriales et est une part de la Russie | 8          | 18            | 74           | 15 (+ 7)      | 21 (+ 3)      | 64 (- 10)    |
| L'Ukraine a avec les USA bâti des laboratoires destinés à la fabrication d'armes biologiques  | 7          | 14            | 79           | 12 (+ 5)      | 16 (+ 2)      | 72 (- 7)     |
| La guerre en Ukraine n'a comme fonction que de détourner l'attention de la crise Covid        | 4          | 8             | 88           | 6 (+ 2)       | 11 (+ 3)      | 84 (- 4)     |

Source : Pia Lamberty, « Jahrestag des russischen Angriffskriegs auf die Ukraine : Glaube an Propaganda – und Verschwörungserzählungen », *cemas.io*, 22 février 2024 [en ligne].

38. European Commission, Directorate-General for Communications Networks, Content and Technology, "Digital Services Act – Application of the risk management framework to Russian disinformation campaigns", Publications Office of the European Union, *op.europa.eu*, 2023 [en ligne].

39. European Commission, "Standard Eurobarometer 100 - Autumn 2023", *europa.eu*, décembre 2023, [en ligne].

40. European Commission, "Standard Eurobarometer 100 - Autumn 2023", *europa.eu*, décembre 2023, *op.cit.*

Ce tableau montre qu'entre 2022 et fin 2023, si la Russie n'a pas réussi à convaincre la majorité des Allemands, une minorité grandissante s'est montrée sensible à la propagande du Kremlin. Les données de ces sondages révèlent un fort degré d'identification des Allemands à l'Union européenne, un soutien solide à la réponse de l'Europe vis-à-vis de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine - y compris les sanctions économiques contre la Russie - et une large majorité en faveur de la transition énergétique fondée sur le recours aux énergies renouvelables. La grande majorité est globalement satisfaite de la vie et ne s'attend pas à ce que la situation se dégrade l'année prochaine. Le principal problème personnel cité par les Allemands est l'augmentation du coût de la vie. Au niveau européen, ce sont surtout l'immigration et la guerre en Ukraine qui préoccupent les citoyens. De toute évidence, l'AfD, avec son programme, était en mesure de convaincre environ 15 à 20 % des électeurs, mais ne disposait pas de grandes réserves électorales.

#### 4. Le programme européen de l'AfD

##### a. L'Union européenne conçue comme une communauté d'États souverains

Le programme de 2016, revu et étendu en 2017, a été complété pour les élections européennes de 2024. Le programme de 2024<sup>41</sup> avait pour ambition de couvrir la totalité des champs politique, économique, social et culturel. La lecture de ce texte montre de fait que l'AfD n'est politiquement pas un parti monothématique et qu'il offre aux électeurs un cadre d'orientation idéologique clair et structuré. En ce sens, si l'AfD est un parti de protestation, c'est aussi un parti de rupture et une machine de guerre idéologique. Son programme européen montre cependant qu'il s'éloigne des préférences des électeurs allemands.

L'AfD aspire à une transformation radicale de l'UE. Celle-ci doit devenir une communauté d'États souverains libres et autodéterminés, une « fédération de nations européennes » et pas un « super-État » ou « des États-Unis d'Europe ». Le parti demande que l'UE se concentre à l'avenir sur des objectifs limités : la « protection des frontières extérieures, une autonomie stratégique visant à sécuriser l'Europe, un marché commun fort, la préservation des multiples identités de la culture européenne ». L'UE ne pouvant être réformée, il faudra « refonder » une communauté économique aux termes de « référendum nationaux », qui concerneraient aussi « les nouveaux traités, les droits souverains, le maintien dans l'UE ou dans l'union monétaire » ainsi que les projets supranationaux.

41. Alternative für Deutschland, Europawahlprogramm, afd.de [en ligne]. Sauf indication contraire, les citations présentes dans la partie 4 de l'étude font référence à ce document.

## **b. Transformations des institutions et mécanismes européens**

L'AfD propose de supprimer le Parlement européen. La compétence législative serait confiée au seul Conseil, qui serait lié par les décisions des parlements nationaux. Il demande enfin que soit consacré le principe selon lequel toute décision doit avoir obtenu l'accord de l'unanimité des États membres. L'appareil administratif de l'UE doit être réduit et les partis européens doivent disparaître. Pour éviter la mise sous influence de la Commission, l'AfD demande un registre obligatoire des lobbies actifs à Bruxelles. Une « nouvelle cour de Justice » sera créée avec des « juges envoyés par les cours constitutionnelles nationales ».

L'AfD veut défendre la « souveraineté culturelle » des nations face à l'UE. Le parti rejette une « culture de la culpabilité et de la honte » concernant l'histoire coloniale européenne. Dans les institutions européennes, l'allemand doit être mis sur un pied d'égalité avec l'anglais et le français. L'AfD est contre un « espace européen de l'éducation » et réclame le renforcement de la souveraineté des États membres en matière d'éducation. Il plaide pour la liberté de recherche et d'enseignement et rejette les programmes de recherche financés par l'UE.

Pour l'AfD, l'euro est un échec ; le parti réclame un « retour aux monnaies nationales ». La responsabilité communautaire et les paiements de transfert sont à abolir. L'argent liquide est présenté comme le mode de paiement par excellence et l'euro numérique rejeté. Le budget de l'UE doit être réduit et la gestion centralisée des investissements doit être supprimée. La priorité doit être mise sur les marchés du travail nationaux et régionaux. Les grands groupes internationaux doivent être « imposés en fonction de leur activité économique dans l'État qui perçoit les impôts ». L'AfD s'oppose toutefois à une taxe sur les transactions financières à l'échelle européenne. Les entreprises allemandes doivent bénéficier d'un faible taux d'imposition. Enfin, le parti s'oppose à toute forme de tarification du CO<sub>2</sub>.

Dans le domaine de l'écologie, l'AfD nie la responsabilité humaine dans le changement climatique. L'interdiction des moteurs à combustion est rejetée. La politique énergétique doit être le fait des seules nations. La production d'énergie fossile et l'énergie nucléaire doivent continuer d'être soutenues.

## **c. L'AfD réclame une refonte de la politique étrangère allemande**

Pour l'AfD, la politique étrangère allemande doit être rénovée. Le but est une « coopération équilibrée entre tous les États européens », une tâche revenant à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le parti se prononce en faveur d'un regroupement des intérêts paneuropéens en matière de politique étrangère, « sans limiter les États nationaux dans leur souveraineté ».

Si de bonnes relations avec les États-Unis sont affirmées essentielles pour l'Allemagne et l'Europe, elles doivent prendre place dans le cadre d'un « partenariat d'égal à égal ». Les intérêts géopolitiques et économiques des États-Unis sont affirmés « de plus en plus différents de ceux de l'Allemagne », comme le montre « la tentative massive des États-Unis d'empêcher la mise en service du gazoduc Nord Stream ». La politique étrangère et de sécurité des États-Unis « oblige l'Allemagne à formuler ses intérêts de manière autonome ». Le rapport à la Russie doit en conséquence se normaliser. La situation géostratégique de la Russie et les « interdépendances historiques et économiques qui en résultent », notamment avec l'Allemagne, « rendent nécessaire l'utilisation de moyens diplomatiques pour mettre fin à la guerre et assurer ainsi des relations germano-russes pacifiques ». L'AfD réclame le « rétablissement d'un commerce ininterrompu avec la Russie », « la levée immédiate des sanctions économiques à l'encontre de ce pays et la remise en état des conduites du Nord Stream ». Les relations de l'Allemagne avec l'Union économique eurasiennne doivent être « renforcées ».

L'AfD constate la naissance d'un « ordre multipolaire » qui rend impératif un système de sécurité collective européen passant par un « regroupement de leurs forces armées au sein d'une communauté de défense ». L'OTAN ne peut pas remplir ce rôle. L'AfD s'oppose toutefois à une armée européenne et s'en tient à une « Bundeswehr, pierre angulaire de la souveraineté allemande ». Dans l'état actuel des choses, l'AfD pense que l'armée allemande n'est pas en mesure de défendre le territoire allemand, ni en termes d'effectifs ni en termes d'équipement ». Le budget de la défense doit, pour ces raisons, « être adapté aux exigences de la stratégie de politique de sécurité de l'Allemagne ». Les nouvelles acquisitions de matériel de défense doivent provenir en priorité de la production allemande et européenne.

En conclusion, il est évident qu'un certain nombre de mesures ont pu convaincre les Allemands eurosceptiques, prorusses, antiaméricains et préoccupés par l'immigration. Le nationalisme exacerbé de l'AfD est resté cependant largement répulsif.

### III- DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'AFD

#### 1. Une réunification allemande inachevée : le tremplin de l'AfD

La réunification allemande est inachevée et reste, du fait de ses déficits, le terreau fertile pour la croissance de l'AfD et du BSW de



Sahra Wagenknecht<sup>42</sup>. La publication annuelle sur l'état d'avancement de ce processus montre certes d'évidents progrès, mais insuffisants pour combler le fossé existant entre l'Est et l'Ouest<sup>43</sup>.

En 2023, 33 ans après la réunification, un sondage Infratest Dimap révèle l'ampleur du malaise. Les personnes interrogées tant à l'Ouest qu'à l'Est constatent l'existence de déficits dans le rapprochement Est-Ouest<sup>44</sup>. 56 % des personnes interrogées de l'Ouest et 62 % de celles de l'Est pensent que l'on est « encore moins ou pas du tout unis ». En Allemagne de l'Est, le sentiment d'être des citoyens de seconde zone est fort (43 %), ce qui contribue à la stabilisation d'une identité régionale est-allemande.

40 % des sondés à l'Est déclarent se sentir avant tout Allemands de l'Est, 52 % se sentent Allemands et 5 % Ouest-Allemands. Dans les anciens Länder, 18 % seulement des personnes interrogées se considèrent comme Allemands de l'Ouest, 76 % se voient avant tout comme des Allemands et 2 % comme des Allemands de l'Est. Le regard porté sur l'AfD est corrélé à cette division spatiale : 67 % des Allemands de l'Ouest considèrent en fin 2023 l'AfD comme un danger pour la démocratie fédérale, alors que seulement 43 % des Allemands de l'Est sont de cet avis<sup>45</sup>.

## 2. L'impact des difficultés économiques sur le soutien à l'AfD

L'AfD, par-delà la dénonciation de l'inflation qui touche surtout les familles modestes, critique l'affaiblissement de l'économie allemande<sup>46</sup>, les délocalisations en cours et les faillites de petites et moyennes entreprises<sup>47</sup>. Les Allemands sont en 2024 à 77 % inquiets et la peur du chômage est une réalité au sein de la population<sup>48</sup>. Ce malaise atteint un niveau exceptionnel chez les personnes interrogées AfD et BSW, mais est aussi majoritaire chez les électeurs de tous les partis politiques.

42. Patrick Moreau, *L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)*, Fondation pour l'innovation politique, Janvier 2024.

43. Der Beauftragte der Bundesregierung für Ostdeutschland, « "Zum Stand der Deutschen Einheit" Bericht der Bundesregierung 2023 », bundesregierung.de, 27 septembre 2023 ; Hanz Omar Sayami et al. „Was die Deutschen heute eint - und was sie noch immer trennt“, spiegel.de, 13 septembre 2020 ; Susanne Dähler et al. „Vielfalt der Einheit - Wo Deutschland nach 30 Jahren zusammengewachsen ist“, berlin-institut.org, 2020 [en ligne].

44. Infratest dimap, „33 Jahre Wiedervereinigung“, infratest-dimap.de, août 2023 [en ligne].

45. *Ibid.*

46. Alternative für Deutschland, „Leitantrag Der Bundesprogrammkommission Programm Der Alternative Für Deutschland“, afd.de, 14 juin 2023 [en ligne].

47. Deutscher Bundestag, „Alice Weidel: Den Bürgern droht die Verarmung und dem Mittelstand die Insolvenz“, bundestag.de, 27 décembre 2022 [en ligne].

48. Deutsche Presseagentur, „Umfrage: Angst vor Arbeitslosigkeit wächst“, ihre-vorsorge.de, 11 septembre 2020 [en ligne].

## La situation en Allemagne donne lieu à... (en %)

|                   | Inquiétudes | Confiance |
|-------------------|-------------|-----------|
| Moyenne nationale | 77          | 17        |
| AfD               | 94          | 3         |
| BSW               | 90          | 5         |
| Union             | 78          | 19        |
| SPD               | 58          | 32        |
| Verts             | 58          | 37        |

Source : [en ligne] (2024).

En moyenne, environ 2,61 millions de personnes étaient inscrites au chômage en 2023 soit 5,6 % de la population. Au mois de janvier 2024, l'Allemagne comptait environ 2,81 millions de chômeurs soit une augmentation d'environ 168 000 personnes par rapport au mois précédent (6,1 %), une tendance qui se poursuit à l'été 2024<sup>49</sup>. Ce thème a donc pris naturellement toute sa place dans la campagne européenne de l'AfD (déshindustrialisation, délocalisations, faillite d'entreprises, chômage croissant...).

## Les peurs des Allemands en février 2024

|                               |    |
|-------------------------------|----|
| Inflation                     | 37 |
| Immigration                   | 35 |
| Pauvreté et inégalité sociale | 34 |
| Changement climatique         | 21 |
| Extrémisme                    | 21 |
| Criminalité et violence       | 20 |
| Conflit militaire             | 20 |
| Services de santé             | 16 |
| Impôts                        | 15 |

Source : Welche drei der folgenden Themen bereiten Ihnen in Deutschland am meisten Sorgen?, statista, 2024 [en ligne].

De fait, l'économie allemande se trouve depuis près de quatre ans en crise quasi permanente. Le dernier épisode, l'attaque russe sur l'Ukraine en février 2022, a très fortement fait grimper les prix de l'énergie et des denrées alimentaires dans un pays particulièrement sensible à l'inflation (le taux d'inflation en 2023 a été de 5,9 %) <sup>50</sup>.

49. Newsletter Statistik und Arbeitsmarktberichterstattung der BA - 6/2024 4. Juni 2024,

50. Statistisches Bundesamt „Verbraucherpreisindex und Inflationsrate“, destatis.de [en ligne].

Les sondages révèlent un étonnant renversement de la perception économique de l'Allemagne entre 2014 et 2024. Elle est aujourd'hui très négative pour 70 % des personnes interrogées.

#### La situation économique en Allemagne – 2009 -2024 (en %)

| Électeurs | 2009 | 2014 | 2019 | 2024 |
|-----------|------|------|------|------|
| Bonne     | 12   | 80   | 76   | 28   |
| Mauvaise  | 87   | 20   | 24   | 70   |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

#### La situation économique personnelle en Allemagne - 2024 (en %)

| Électeurs | Tous | Électeurs AfD | Électeurs BSW | Électeurs Linke |
|-----------|------|---------------|---------------|-----------------|
| Bonne     | 85   | 70            | 78            | 81              |
| Mauvaise  | 14   | 29            | 21            | 17              |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

Ce pessimisme est d'autant plus surprenant que la situation individuelle des sondés est bonne (85 %). Il se localise d'abord chez les électeurs AfD et marginalement BSW.

#### Choix électoral personnes interrogées en mauvaise situation économique personnelle en Allemagne -2024 (en %)

|          | AfD | Union | SPD | BSW | Verts | Linke | FDP |
|----------|-----|-------|-----|-----|-------|-------|-----|
| Mauvaise | 32  | 19    | 11  | 9   | 6     | 3     | 3   |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

L'Allemagne est aujourd'hui « l'homme malade de l'Europe »<sup>51</sup>. Selon les experts, la raison principale est une « conjoncture mondiale paralysée », mais également le frein à la consommation qu'est l'inflation. Le secteur en crise est d'abord l'industrie, le moteur de l'économie allemande, qui contribue pour un peu plus d'un quart au produit intérieur brut du pays<sup>52</sup>.

51. Thomas Mayer, „Und wieder grüßt der kranke Mann Europas“, cicero.de, 2 février 2024 [en ligne].

52. Grömling Michael, *Wirtschaftliche Auswirkungen der Krisen in Deutschland*, IW-Report, Köln, 2024, Nr. 11.

## Indice de la production manufacturière en Allemagne



Source : Produktionsindex des produzierenden Gewerbes in Deutschland. [en ligne].

Enfin, la hausse des taux d'intérêt qui freine le secteur de la construction et les investissements reste un facteur négatif pour l'économie en 2024.

### La situation économique en Allemagne : ventilation par parti – 2024 (en %)

|       | Bonne | Mauvaise |
|-------|-------|----------|
| RFA   | 28    | 70       |
| Verts | 63    | 36       |
| SPD   | 42    | 56       |
| Union | 29    | 70       |
| BSW   | 10    | 89       |
| AfD   | 4     | 96       |

Source : Tagesschau, 24 juin 2024 [en ligne].

La politique budgétaire de la coalition Ampel est une autre cause de la récession en cours, l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale du 15 novembre 2023 ayant obligé la coalition à réduire les dépenses aboutissant aux récentes protestations des agriculteurs et à une détérioration du climat économique<sup>53</sup>. Pour les analystes, l'État devient « un frein à conjoncture ». La réduction des possibilités de soutien par l'État, en particulier les moyens désormais manquants dans le fonds pour le climat et la transformation, freinera les investissements des entreprises dans les domaines concernés et renforce les risques de délocalisations. Un thème porteur pour l'AfD.

53. Patrick Welter, „Stimmung in der Wirtschaft verschlechtert sich“, faz.net, 25 janvier 2024 [en ligne].

### 3. Radicalisation interne, opposition et risques d'interdiction

Par-delà des contacts fréquents avec les groupes néonazis<sup>54</sup> et identitaires<sup>55</sup>, l'AfD se radicalise en interne, suscitant un débat sur son éventuelle interdiction en recourant à l'article 21 II de la Loi fondamentale : « Les partis qui, par leurs objectifs ou le comportement de leurs adhérents, tendent à porter atteinte à l'ordre fondamental libéral et démocratique ou à l'éliminer, ou qui mettent en danger l'existence de la République fédérale d'Allemagne, sont inconstitutionnels. La question de l'inconstitutionnalité est tranchée par la Cour constitutionnelle fédérale ».

Parmi les arguments avancés par les partisans d'une telle mesure, il y a le fait que les fédérations régionales de l'AfD en Saxe, Thuringe et en Saxe-Anhalt ont été classées par les Offices régionaux de protection de la Constitution (Verfassungsschutz) comme « extrémistes de droite confirmées ». L'organisation de jeunesse de l'AfD, la « Junge Alternative », a été également classée comme extrémiste<sup>56</sup>. L'ensemble du parti est quant à lui considéré comme un « cas suspect d'extrémisme de droite », une classification que l'AfD conteste devant les tribunaux<sup>57</sup>.

La proposition faite par la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser d'intensifier la lutte contre l'extrémisme de droite en recourant à 13 mesures phares<sup>58</sup> a toutefois provoqué un débat sur les risques pour la liberté d'expression en Allemagne, en particulier dans les rangs du FDP et de la CDU/CSU<sup>59</sup>. L'AfD en profite pour se présenter en victime du « cartel antidémocratique » des partis<sup>60</sup>, une argumentation populaire dans les nouveaux Bundesländer.

Une interdiction de l'AfD par le Tribunal constitutionnel est toutefois très risquée et peu probable selon la majorité des constitutionalistes<sup>61</sup>, ce qui explique les réticences du chancelier Scholz et du président de la République<sup>62</sup>. D'autres fronts ont cependant été ouverts pour affaiblir l'AfD.

54. Tagesspiegel, « „NPD light“: Die AfD pflegt enge Kontakte zu Rechtsextremen und Neonazis » tagesspiegel.de, 21 juillet 2023 [en ligne].

55. Verfassungsschutz BW, „Identitäre Bewegung », verfassungsschutz-bw.de [en ligne].

56. Patricia Haensel, „Wo AfD und Junge Alternative gesichert rechtsextrem sind“, rnd.de, 27 février 2024. [en ligne].

57. Bundesministerium des Innern und für Heimat, „Verfassungsschutzbericht 2021“, bmi.bund.de, juin 2021 [en ligne]. Bundesministerium des Innern und für Heimat, „Verfassungsschutzbericht 2022“, bmi.bund.de, août 2023 [en ligne].

58. Bundesministerium des Innern und für Heimat, „Rechtsextremismus entschlossen bekämpfen – Instrumente der wehrhaften Demokratie nutzen“, bmi.bund.de, 13 février 2024 [en ligne].

59. Alexandra Tadey, „Demokratiefördergesetz: Wo sich die Ampel-Parteien uneinig sind“, zdf.de, 8 février 2024 [en ligne].

60. Tagesschau, „Baumann sieht „infame Kampagne“ gegen AfD“, tagesschau.de, 21 janvier 2024 [en ligne]. WELT Netzreporter, « GESICHERT RECHTSEXTREM: „Diffamierung“ AfD Sachsen sieht sich als Opfer eines politischen Schachzugs », youtube.com, 22 décembre 2023 [en ligne].

61. Süddeutsche Zeitung, „AfD-Verbot? - Politiker und Juristen zeigen Risiken auf“, sueddeutsche.de, 14 février 2024 [en ligne].

62. NZZ, „Der Geist ist aus der Flasche : Jetzt äussert sich auch Olaf Scholz zu einem möglichen Verbot der AfD“, nzz.ch, 24 janvier 2024 [en ligne].

La Cour constitutionnelle fédérale qui a décidé d'exclure pour une durée de six ans le parti « Die Heimat » de tout financement public des partis politiques offre un cadre possible<sup>63</sup>. Une campagne a démarré visant à interdire le financement public de l'AfD, ce qui de fait provoquerait son effondrement politique<sup>64</sup>.

Un ultime aspect de l'offensive anti-AfD est la remise au Bundestag d'une pétition, signée par plus de 1,6 million de personnes, visant à retirer à Bjorn Höcke, le leader de l'AfD de Saxe, ses droits politiques fondamentaux (Grundrechte), ce qui le rendrait inéligible<sup>65</sup>. Les signataires font référence à l'article 18 de la Loi fondamentale : « Celui qui abuse de la liberté d'expression, notamment de la liberté de la presse, de la liberté d'enseignement, de la liberté de réunion [...] pour lutter contre l'ordre fondamental libéral et démocratique, perd ces droits fondamentaux ». Les chances que cette démarche aboutisse sont réelles, ceci contrairement aux quatre tentatives des années 1960 et 1970, qui ont toutes échoué<sup>66</sup>.

Quel que soit l'avenir de ces démarches et de l'efficacité du plan Faeser, l'AfD n'est pas menacé à court terme, une procédure de dissolution prenant des années. La mobilisation de la rue a pu sembler beaucoup plus effective pour un temps, mais elle est retombée aujourd'hui. Enfin, un « effet pervers » de ces mobilisations sociétales est perceptible. La pression sur l'AfD renforce l'identité commune des sympathisants qui se radicalisent en réaction.

#### 4. Les institutions religieuses et syndicales face à l'AfD

En 2022, l'Allemagne (84 669 000 habitants) compte 24 % de catholiques, 21,9 % de protestants, 3,8 % de musulmans et 46,2 % de la population n'a pas d'appartenance religieuse<sup>67</sup>. La déchristianisation s'accélère ; elle touche les catholiques et les protestants. En 2022, la Conférence des évêques catholiques allemands (DBK) annonçait un nombre record de départs<sup>68</sup> (522 821 catholiques<sup>69</sup>), les protestants parlant de 380 000 démissions<sup>70</sup>.

63. Rbb 24, „NPD-Nachfolgerin bekommt keine staatlichen Gelder mehr“, rbb24.de, 23 janvier 2024 [en ligne].

64. Jörg von Heinemann et Pia Lorenz, „Keine Parteienfinanzierung für Verfassungsfeinde: Eine Blaupause für die AfD?“, rsw.beck.de, 23 janvier 2024 [en ligne].

65. Ursula Knapp, „AfD im Aufwind: Petition fordert, Höcke die Grundrechte zu entziehen – und jetzt?“, fr.de, 26 janvier 2024 [en ligne].

66. Tottmann Berit, *Strategisches Framing bei Björn Höcke – wie ein rechtsextremer Politiker den Rahmen sprengt*, dans ZRex – Zeitschrift für Rechtsextremismusforschung, Jg. 2, Heft 1/2022, p. 128–140.

67. Cf. „Religionszugehörigkeiten 2023“, fowid.de, 28 avril 2024 [en ligne].

68. Ce terme désigne les individus qui déclarent au tribunal l'abandon de leur appartenance religieuse et qui cessent alors d'être soumis à l'impôt obligatoire versé aux différentes confessions.

69. Deutsche Bischofskonferenz, „Katholiken: weltweit und in Deutschland“, dbk.de [en ligne].

70. Deutschlandfunk, „KathoNegativrekord 2022: Mehr als 500.000 Menschen ausgetreten“, deutschlandfunk.de, 28 juin 2023 [en ligne].

Un sondage MDR montre que la déchristianisation en cours est plus forte dans les nouveaux Bundesländer<sup>71</sup>. La majorité des 23 000 personnes interrogées n'accordent guère d'importance aux valeurs chrétiennes. La majorité d'entre elles considèrent que l'influence des Églises dans la société est faible (77 % faible, 18 % forte). Près des deux tiers des participants à l'enquête estiment que quitter l'Église ne pose pas de problème (64 % contre 27 %). Enfin, 70 % des personnes interrogées pensent que les Églises perdront de l'importance à l'avenir (20 % pensent que leur influence restera stable et 3 % qu'elle augmentera).

Les deux grandes confessions se sont prononcées contre l'AfD, ce que fustige la direction du parti<sup>72</sup>. La Conférence des évêques, dans un manifeste de quatre pages<sup>73</sup>, affirme ainsi : « Nous disons clairement que le nationalisme *völkisch* est incompatible avec l'image chrétienne de Dieu et de l'homme [...] Les partis d'extrême droite et ceux qui prolifèrent en marge de cette idéologie ne peuvent donc pas être un lieu d'activité politique pour les chrétiens et les chrétiennes et ne sont pas éligibles. La diffusion de slogans d'extrême droite – dont font notamment partie le racisme et l'antisémitisme – est en outre incompatible avec un service à plein temps ou bénévole dans l'Église »<sup>74</sup>. Les protestants sont sur la même ligne, mais ne veulent pas ostraciser les protestants membres de l'AfD<sup>75</sup>.

L'analyse des appartenances confessionnelles aux Européennes de 2024 montre que l'AfD est fort chez les « sans religion », ce qui renvoie à la déchristianisation des nouveaux Bundesländer.

### Élections européennes du 9 mai 2024. Choix de vote dans les groupes sociaux (différence par rapport aux élections de 2019)

|                   | CDU/CSU |      | Grüne |      | SPD  |      | AfD  |      | Linke |      | FDP |      | BSW |
|-------------------|---------|------|-------|------|------|------|------|------|-------|------|-----|------|-----|
| <b>Total</b>      | 30,0    | +1,1 | 11,9  | -8,6 | 13,9 | -1,9 | 15,9 | +4,9 | 2,7   | -2,8 | 5,2 | -0,2 | 6,2 |
| <b>CONFESSION</b> |         |      |       |      |      |      |      |      |       |      |     |      |     |
| Catholique        | 43,4    | +2,0 | 10,1  | -9,9 | 11,8 | -1,9 | 12,1 | +5,7 | 1,1   | -1,1 | 4,8 | -0,6 | 3,1 |
| Évangélique       | 31,2    | +2,9 | 12,0  | -9,8 | 17,6 | -2,1 | 14,1 | +4,3 | 1,7   | -2,3 | 5,9 | +0,5 | 4,9 |
| Sans confession   | 20,7    | +4,3 | 14,1  | -7,8 | 12,1 | -1,0 | 19,1 | +3,6 | 3,9   | -6,2 | 5,3 | -0,7 | 8,6 |

Source: Viola Neu / Jochen Roose, Tabellenanhang zur Europawahl in Deutschland am 9. Juni 2024 [en ligne].

71. Anna Siebenhaar, „Für deutliche Mehrheit haben christliche Werte kaum Bedeutung“, mdr.de, 20 novembre 2023 [en ligne].

72. Tagesspiegel, « Kirche gegen Rechtsextremismus : AfD wirft katholischen Bischöfen „Polithetze“ vor », tagesspiegel.de, 23 février 2024 [en ligne].

73. „Pressemitteilungen der deutschen bischofskonferenz, Völkischer Nationalismus und Christentum sind unvereinbar“, dbk.de, 22 février 2024 [en ligne].

74. Annette Zoch, „Deutsche Bischöfe warnen vor der AfD“, sueddeutsche.de, 22 février 2024 [en ligne].

75. Evangelische Kirche in Deutschland, „AfD ist für Christinnen und Christen nicht wählbar“, ekd.de, 3 mars 2024 [en ligne].

En conclusion, il est difficile d'estimer l'effet des prises de position des Églises sur le potentiel électoral de l'AfD. De toute évidence, à l'Est, il est faible. A l'Ouest, on a pu observer lors des manifestations de masse (100 manifestations avec 3,5 millions de participants) la présence de nombreux chrétiens qui, au nom de leur foi, exprimaient leur hostilité à l'AfD.

En fin février 2024, les syndicats et le patronat se positionnaient contre l'AfD, une stratégie intensifiée lors des élections régionales de septembre 2024<sup>76</sup>. Cette alliance part d'une constatation : depuis l'élection au Bundestag de 2017, l'appartenance syndicale ne protège plus du choix AfD. La recherche montre une pénétration grandissante de ce parti dans les syndicats, ce qui le lie avec force au monde ouvrier<sup>77</sup>. Là encore, cette campagne n'a pas eu d'effets notables sur le lien existant entre l'AfD et le monde ouvrier, ce que montrent les résultats électoraux de l'AfD en 2024.

### Élections européennes du 9 mai 2024. Choix de vote dans les groupes sociaux [différence par rapport aux élections de 2019]

|                                             | CDU/CSU |      | Grüne |      | SPD  |      | AfD  |      | Linke |      | FDP |      | BSW |
|---------------------------------------------|---------|------|-------|------|------|------|------|------|-------|------|-----|------|-----|
| <b>Total</b>                                | 30,0    | +1,1 | 11,9  | -8,6 | 13,9 | -1,9 | 15,9 | +4,9 | 2,7   | -2,8 | 5,2 | -0,2 | 6,2 |
| <b>AFFILIATION SYNDICALE</b>                |         |      |       |      |      |      |      |      |       |      |     |      |     |
| Membre                                      | 24,8    | +2,2 | 12,5  | -5,8 | 18,1 | -3,9 | 18,5 | +5,4 | 3,0   | -4,4 | 3,8 | +0,1 | 5,7 |
| Non membre                                  | 29,9    | +0,1 | 12,7  | -9,0 | 12,9 | -0,9 | 15,4 | +4,9 | 2,9   | -2,1 | 5,7 | -0,1 | 6,1 |
| <b>AFFILIATION SYNDICALE+OUVRIERS</b>       |         |      |       |      |      |      |      |      |       |      |     |      |     |
| Membre                                      | 24,2    | +1,7 | 6,9   | -4,5 | 17,3 | -6,7 | 26,1 | +7,9 | 2,4   | -4,4 | 3,5 | ±0,0 | 7,0 |
| Non membre                                  | 29,3    | +0,4 | 6,5   | -6,6 | 12,8 | -3,0 | 24,7 | +6,6 | 3,0   | -2,7 | 3,6 | -0,5 | 6,9 |
| <b>AFFILIATION SYNDICALE+EMPLOYÉS</b>       |         |      |       |      |      |      |      |      |       |      |     |      |     |
| Membre                                      | 21,7    | +2,0 | 14,2  | -6,3 | 18,5 | -3,9 | 16,8 | +5,3 | 3,4   | -5,5 | 3,5 | -0,6 | 5,9 |
| Non membre                                  | 29,3    | +0,6 | 14,4  | -9,4 | 13,5 | -1,1 | 13,5 | +4,7 | 2,5   | -2,4 | 5,9 | ±0,0 | 6,2 |
| <b>AFFILIATION SYNDICALE+FONCTIONNAIRES</b> |         |      |       |      |      |      |      |      |       |      |     |      |     |
| Membre                                      | 35,3    | +5,4 | 19,0  | -6,9 | 19,3 | -0,7 | 8,3  | +1,6 | 2,3   | -2,1 | 4,3 | +1,3 | 2,8 |
| Non membre                                  | 34,8    | -0,7 | 19,8  | -6,5 | 16,6 | +1,3 | 6,1  | +0,1 | 2,0   | -1,2 | 5,9 | +0,4 | 4,2 |

Source : Viola Neu / Jochen Roose, Tabellenanhang zur Europawahl in Deutschland am 9. Juni 2024 [en ligne].

## 5. L'AfD et Moscou : des liens controversés sous le feu des débats

Le 11 avril 2024, L'AfD a dû faire face à des critiques massives lors d'une séance d'actualité intitulée « Faire toute la lumière sur les éventuelles

<sup>76</sup> Rüdiger Soldt, „Unternehmer und Gewerkschaften positionieren sich gegen die AfD“, Frankfurter Allgemeine [faz.net], 26 février 2024 [en ligne].

<sup>77</sup> Hans-Jürgen Urban, „Kampf um die Hegemonie: Gewerkschaften und die Neue Rechte“, blatter.de, mars 2018 [en ligne] ; Süddeutsche Zeitung, „Soziologe sieht wachsenden AfD-Einfluss auf Betriebsräte“, sueddeutsche.de, 18 septembre 2019 [en ligne] ; Till-Reimer Stoldt, „Wo ist sie hin, die Macht der Arbeiter?“, welt.de, 26 avril 2022 [en ligne] ; Bose Sofie, „Gewerkschaften und Rechtspopulismus in Europa“, Länderstudie Deutschland, Janvier 2023 [en ligne].



implications et coopérations de membres du groupe parlementaire de l'AfD avec des régimes autoritaires », inscrite à l'ordre du jour à la demande du SPD, de l'Alliance 90/Les Verts et du FDP<sup>78</sup>. Le député AfD et candidat en seconde position aux élections européennes Petr Bystron se voyait soupçonné d'avoir reçu de l'argent de la Russie, ce qu'il niait<sup>79</sup>. La direction de l'AfD s'est rangée derrière Bystron en se référant à la présomption d'innocence ; la ligne de défense choisie étant d'exiger l'accès aux informations des services secrets tchèques pour démontrer ou non l'innocence du député AfD.

L'affaire Bystron est extrêmement dangereuse pour l'AfD du fait de l'enquête judiciaire en cours en Allemagne ou en Belgique, mais aussi de par ses implications au niveau européen<sup>80</sup>. Au début du mois d'avril, « Denik N » publiait un rapport détaillé sur Bystron et son implication dans l'affaire de « Voice of Europe »<sup>81</sup>. Le service secret tchèque BIS aurait participé à une réunion de cabinet à huis clos avec des responsables politiques tchèques. Au cours de celle-ci, le BIS aurait informé les participants de l'existence de « preuves documentées » (des enregistrements sonores) qui pourraient attester d'un paiement versé à Bystron, mais aussi à d'autres hommes politiques de France, de Pologne, de Belgique, des Pays-Bas et de Hongrie. Toutefois, les enregistrements sont restés partiellement secrets.

Le gouvernement tchèque a placé « Voice of Europe » ainsi que ses opérateurs, les Ukrainiens prorusses Viktor Medvedtchuk (un proche de Poutine) et Artem Martschewski, sur une liste de sanctions contre la Russie<sup>82</sup>. Le gouvernement tchèque a légitimé cette décision en affirmant que Moscou a financé, via « Voice of Europe », les campagnes électorales de politiciens prorusses<sup>83</sup> qui se présentaient aux élections européennes de 2024. En effet, Pavel Žáček, du parti libéral-conservateur (ODS) et président de la commission parlementaire de sécurité en République tchèque, le confirme : « L'argent versé aux agents au sein de la politique européenne – y compris de l'AfD – est arrivé en République tchèque via la Pologne. Il s'agissait en tout cas de plusieurs centaines de milliers d'euros,

78. „AfD nach Vorwürfen russischer Einflussnahme heftig kritisiert“, bundestag.de [en ligne].

79. Annika Leister, « AfD-Politiker: Habe nie Geld von "irgendeinem Russen" erhalten », t-online.de, 4 avril 2024 [en ligne].

80. Pierre Emmanuel Ngendakumana, „Von der Leyen castigates far-right AfD over Russiagate scandal“, politico.eu, 13 avril 2024 [en ligne].

81. Lukáš Prchal, Zdislava Pokorná, « Důkazem mají být zvukové nahrávky. Co řekl Koudelka vládě o proruské síti a německém politiku Bystroňovi », denikn.cz, 2 avril 2024 [en ligne].

82. Emanuele Bonini, « Czech Republic "shuts down" Voice of Europe, spread pro-Russia news », eunews.it, 28 mars 2024 [en ligne].

83. Maik Baumgärtner et al. „Das fragwürdige Netzwerk von AfD-Politiker Petr Bystron“, spiegel.de, 13 avril 2024 [en ligne].

jusqu'à un million »<sup>84</sup>. Par ailleurs, l'AfD rencontre un autre problème : Maximilian Krah, tête de liste des candidats de l'AfD pour les élections européennes, a donné par le passé des interviews à Voice of Europe et a rencontré Viktor Medvedtchuk. Ceci a amené de nombreux observateurs à s'interroger sur une éventuelle corruption du député européen, un soupçon à ce jour non confirmé. De surcroît, un de ses collaborateurs d'origine chinoise a été arrêté pour espionnage au profit de la Chine<sup>85</sup>.

Les relations de l'AfD avec la Russie sont anciennes. Elles remontent à 2015, lorsque Alexander Gauland, figure de proue des néoconservateurs de l'AfD, se rend pour une « analyse stratégique » à l'ambassade russe de Berlin<sup>86</sup>. Une démarche que les « libéraux » du parti n'apprécient guère. Après leur élimination politique, l'AfD va, sur le plan programmatique, devenir un allié de Moscou et un relais de la guerre asymétrique de Poutine contre l'Allemagne et l'UE<sup>87</sup>.

L'analyse des programmes de 2013 à 2024 illustre cette thèse. En 2013, l'AfD dirigé par son fondateur Bernd Lucke se reconnaît dans les valeurs occidentales et soutient l'OTAN, ce que montre le programme électoral de l'AfD pour les élections européennes de 2014 : « L'OTAN est et reste (une) architecture de sécurité transatlantique dont l'ancrage décisif est l'alliance avec les États-Unis. (...) L'AfD approuve (...) une politique étrangère et de sécurité commune de l'UE ». Le programme de l'AfD pour les élections européennes de 2024 est à l'antithèse de celui de 2014 et est dominé par l'antioccidentalisme. L'AfD veut dépasser l'UE. Il demande que l'Allemagne obtienne un statut d'observateur au sein de l'« Organisation de coopération de Shanghai » dominée par la Chine et la Russie<sup>88</sup>. Le parti veut également coopérer avec l'« Union économique eurasiatique (UEEA) » dirigée par Moscou. Dans le préambule du programme de 2024, la « domination des grandes puissances non européennes » – essentiellement les États-Unis – est rendue responsable du fait que « les États européens [sont acteurs de] conflits » qui « s'opposent diamétralement aux relations commerciales fructueuses dans l'espace euroasiatique ». Le concept d'« ordre mondial multipolaire » fait parallèlement son entrée dans le programme (Chapitre *Europa neu denken*)<sup>89</sup>.

84. Jean Peters et Marcus Bensmann, „Tschechischer Parlamentarier bestätigt: Bis zu einer Million Euro russisches Geld soll über Polen geflossen sein“, correctiv.org, 5 avril 2024 [en ligne].

85. „Alternative gegen Deutschland“, spiegel.de, 26 avril 2024 [en ligne].

86. „AfD sucht Rat aus Russland“, spiegel.de, 7 décembre 2014 [en ligne].

87. Uwe Backes et Patrick Moreau, *Europas Moderner Rechtsextremismus: Ideologien, Akteure, Erfolgsbedingungen und Gefährdungspotentiale*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 2021.

88. Géoconfluences, « Organisation de coopération de Shanghai [OCS] », géoconfluences.ens-lyon.fr, 2018 [mise à jour en décembre 2023] [en ligne].

89. Alternative für Deutschland, „Europawahl Programm 2024“, afd.de [en ligne].

Afin de comprendre les raisons d'un tel glissement idéologique, il faut distinguer deux périodes. La première va jusqu'à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, la seconde de février 2022 à aujourd'hui.

Dans la première période, l'alliance au sein de l'AfD entre les néoconservateurs et les *völkisch* à la Höcke fait que les thèses de Dougine sur l'Eurasie et la venue inéluctable d'une « quatrième Rome » dirigée par une Russie dominant l'Europe deviennent les références idéologiques dominante des cadres dirigeants de l'AfD et des cercles Nouvelle Droite existant en périphérie de l'AfD, mais aussi en France autour de Benoist<sup>90</sup>. Les voyages de députés de l'AfD en Russie sont un aspect essentiel de cette évolution. Nombre d'entre eux sont des provocations voulues, par exemple lorsqu'il s'agissait de se rendre en Crimée, annexée par la Russie, ou dans les régions séparatistes de Louhansk et de Donetsk, soutenues par la Russie. En octobre 2021, *Die Welt* a enquêté sur plus de 100 voyages de ce type<sup>91</sup>.

Au niveau des cadres dirigeants du parti, Frauke Petry (porte-parole de l'AfD et présidente de l'AfD de Saxe) a ouvert le bal en 2017<sup>92</sup>. Elle était suivie du député de l'AfD Marcus Pretzell, accompagné de Markus Frohnmaier, alors chef du mouvement de jeunesse du parti, la Junge Alternative<sup>93</sup>. En 2018, le député de l'AfD Stefan Keuter est invité par l'État russe à observer les élections<sup>94</sup>. Son collègue à la Chambre des députés de Berlin, Gunnar Lindemann, rend plusieurs fois visite aux séparatistes soutenus par la Russie à Donetsk et Luhansk<sup>95</sup>. Il va devant un parterre de presse rencontrer à Berlin le gang de rockers « Les Loups de la Nuit », proche de Poutine, et reçoit une médaille des séparatistes<sup>96</sup>. En décembre 2020, le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov reçoit le chef de l'AfD Tino Chrupalla<sup>97</sup>. En mars 2021, la cheffe de l'AfD Alice Weidel se rend à son tour en Russie afin de « mettre enfin fin » aux sanctions<sup>98</sup>. En été 2021, Chrupalla est de nouveau à Moscou et se fait le porte-parole de la propagande russe<sup>99</sup>.

90. Armin Pfahl-Traugber, „*Intellektuelle Rechtsextremisten: Das Gefahrenpotenzial der Neuen Rechten*“, Dietz Verlag, 2022.

91. Alex Hock et al. „Mehr als 100 AfD-Reisen zum Gefallen Russlands“, welt.de, 23 octobre 2020 [en ligne].

92. RadioFreeEurope, RadioLiberty, „German Nationalist Leader Petry Met With Putin Allies In Russia's Duma“, rferl.org, 21 février 2024 [en ligne].

93. Sven Becker et Melanie Amann, „Russische Stiftung bezahlte Krimreise von AfD-Politiker Pretzell“, spiegel.de, 21 janvier 2017 [en ligne].

94. Silvia Stöber et Andrea Becker, „Wahlbeobachtung auf Bestellung“, tagesschau.de, 19 septembre 2021 [en ligne].

95. Robert Kiesel, „Maschinengewehr, Hakenkreuze und Nachtwölfe: Die skurrilen Urlaubsbilder des AfD-Politikers Gunnar Lindemann“, tagesspiegel.de, 14 novembre 2019 [en ligne].

96. Ibid.

97. RadioFreeEurope, RadioLiberty, „Lavrov To Meet Members Of Germany's Far-Right AfD Party“, rferl.org, 8 décembre 2020 [en ligne].

98. Zeit Online, „Alice Weidel reist mit AfD-Kollegen nach Russland“, zeit.de, 9 mars 2021 [en ligne].

99. Giles Ivaldi and Emilia Zankina, „To Russia with love? German populist actors' positions vis-a-vis the Kremlin.“ In: *The Impacts of the Russian Invasion of Ukraine on Right-wing Populism in Europe*. Populismstudies.org, 8 mars 2023 [en ligne].

Le 24 février 2022, l'armée russe envahit l'Ukraine, sans que la politique de l'AfD ne change. Les députés du Landtag de Saxe-Anhalt Hans-Thomas Tillschneider et Daniel Wald ainsi que Christian Blex, élu de Rhénanie-Westphalie, partent en Russie en septembre 2022<sup>100</sup>. D'autres voyages ont lieu. Petr Bystron, député AfD au Bundestag, se rend secrètement en Biélorussie en novembre 2022<sup>101</sup> et son collègue de groupe Matthias Moosdorf à une conférence économique à Saint-Pétersbourg<sup>102</sup>. Quant à Tillschneider, il part à nouveau à Moscou en août 2023<sup>103</sup>.

La deuxième période est cependant profondément différente de la première. Jusqu'en 2022, la Russie et le FSB voyaient dans l'orientation prorusse de plusieurs partis nationaux-populistes et d'États « illibéraux » comme la Hongrie, une arme utile pour affaiblir l'Europe et l'Alliance Atlantique. La propagande de ces partis était marquée par des campagnes de presse et de désinformation conçues dans les usines à *Troll* russes (et aussi chinoises), mais aussi par des financements ponctuels comme en Italie ou au Royaume-Uni. Les choses changent avec la guerre. Dans le cas allemand, qui reste spécifique en Europe, l'AfD a une fonction très claire, qu'ont présentée des documents américains : la constitution d'un fer à cheval idéologique « pacifiste et prorusse », rassemblant le parti Wagenknecht, l'AfD et sa périphérie Nouvelle Droite, une partie du SPD et de l'élite économique des nouveaux Bundesländer<sup>104</sup>. La stratégie d'affaiblir l'Europe et l'OTAN reste d'actualité, mais la Russie a compris qu'une unification stratégique des partis nationaux-populistes était impossible vu les fortes tensions idéologiques existant entre ces mouvements<sup>105</sup>.

## 6. L'AfD marginalisé par l'extrême-droite au Parlement européen

À quelques jours des élections européennes, l'AfD a connu une nouvelle crise, qui vient s'ajouter aux affaires de corruption en cours d'enquête, concernant les deux têtes de liste Petr Bystron et Maximilian Krah. Le 18 mai dernier, ce dernier donnait au journal italien *La Repubblica* une interview, dans laquelle il relativisait la nature criminelle de la SS. *La Repubblica* avait demandé à Krah si sa déclaration selon laquelle les Allemands devraient être fiers de leurs ancêtres s'appliquait également aux officiers SS. Krah répondait que la culpabilité de chaque combattant

100. „Parteireise nach Russland mit Tantra-Masseurin – AfD prüft Sanktionen“, welt.de, 3 mars 2023 [en ligne].

101. Susanne Kusicke, „AfD-Abgeordneter war in Belarus“, faz.net, 8 février 2023 [en ligne].

102. “The war is an afterthought at the St. Petersburg forum, once a marquee event for Putin” [en ligne].

103. Robert Wagner, « Nach Putins „Sicherheitskonferenz“: AfD-Politiker feiert Russland als Paradies auf Erden », fr.de, 22 août 2023 [en ligne].

104. Catherine Belton et al. “Kremlin tries to build antiwar coalition in Germany, documents show”, Washingtonpost.com, 21 avril 2023 [en ligne].

105 Les élections européennes vue de Russie, 2024 [en ligne].

devait être « évaluée individuellement ». « À la fin de la guerre, il y avait près d'un million de SS. Günter Grass aussi était dans les Waffen SS » déclarait-il. Évoquant la famille de son épouse, des Allemands hongrois, il affirmait qu'« ils avaient le choix de s'engager dans l'armée hongroise ou dans la SS. S'ils s'étaient engagés dans l'armée hongroise en tant qu'Allemands, c'eût été leur condamnation à mort, comme ils le savaient depuis la Première Guerre mondiale. Ils ont donc rejoint les SS. Parmi les 900 000 SS, il y avait beaucoup de paysans. Il y avait certainement un pourcentage élevé de criminels de guerre parmi eux, mais pas tous. Je ne dirai jamais que tous ceux qui portaient l'uniforme SS étaient automatiquement des criminels »<sup>106</sup>.

Cette thèse est un classique du révisionnisme historique en Allemagne, qui fut défendu par le NPD dans les années 60 et 70, les Republikaner dans les années 80, mais surtout par la *Hilfsgemeinschaft auf Gegenseitigkeit der Angehörigen der ehemaligen Waffen-SS e. V.* (association d'entraide mutuelle des anciens membres des Waffen-SS - HIAG)<sup>107</sup>. Krah ce faisant ignorait volontairement le jugement du Tribunal de Nuremberg qui qualifiait la SS dans sa totalité d'organisation criminelle.

Le Rassemblement National a décidé alors de rompre avec l'AfD<sup>108</sup>, en déclarant ne plus souhaiter collaborer avec ce parti ni rester dans le même groupe. Salvini, chef de la Lega en Italie, pourtant jusqu'alors proche de l'AfD, se désolidarisait aussi<sup>109</sup>. Le FPÖ, pour un temps resté muet, a été mis sous pression par les autres partis politiques autrichiens pour qu'il rompe avec l'AfD<sup>110</sup>. Il a toutefois décidé dans une première phase de se solidariser avec l'AfD avant de choisir une autre alliance, celle des « Patriotes pour l'Europe »<sup>111</sup>. Les liens avec l'AfD restent cependant intenses<sup>112</sup>.

106. Tonia Mastrobuoni, «La versione di Krah: "Non prendo soldi dai russi. Le SS criminali? Sbagliato generalizzare" », *La Repubblica*, 18 mai 2024.

107. Cf. Patrick Moreau, *Le Parti National-Démocrate d'Allemagne dans la vie politique de la R.F.A.: études organisationnelle, sociologique et électorale d'une formation de l'opposition nationale 1964-1976, doctorat d'État FNPS ; Les héritiers du Ille Reich. L'extrême droite allemande de 1945 à nos jours*, Seuil, Paris 1994.

108. Nicolas Massol, « Parlement européen : le RN rompt avec ses alliés allemands de l'AfD après des déclarations sur les SS », *Liberation*, 21 mai 2024.

109. Junge Freiheit, „Jetzt wendet sich auch Salvini von der AfD ab“, *Junge Freiheit*, 22 mai 2024.

110. " Der Standard, „Nach SS-Eklat: ÖVP und SPÖ fordern von der FPÖ ein Ende der Kooperation mit der AfD“, *Der Standard*, 22 mai 2024.

111. Die beste Freundin der AfD, L'alliance de droite au Parlement européen, initiée par le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, a abouti à la création d'un groupe politique : Les « Patriotes pour l'Europe » qui regroupent au total 84 députés de partis nationalistes ou d'extrême-droite issus de douze pays. Ce groupe est aujourd'hui la troisième force derrière les chrétiens-démocrates (PPE) avec 188 sièges et les sociaux-démocrates (PSE) avec 136 sièges. L'alliance nationaliste-conservatrice des « Conservateurs et réformateurs européens », rassemble 84 députés conduit par le chef du gouvernement italien Georgia Meloni.

112. FPÖ - Kickl: Herzliche Gratulation der AfD und den Wählern in Thüringen und Sachsen.

L'AfD a en juillet 2024 fondé un groupe au Parlement européen intitulé « Europe des Nations souveraines » (ENS). Ce groupe doit servir à la fondation d'un parti européen<sup>113</sup>. L'objectif est de profiter du financement légal et des privilèges accordés à ce type de parti. 25 députés européens originaires de 8 pays en sont membres : Bulgarie : Renouveau / Възраждане, 3 députés ; République Tchèque : Liberté et démocratie directe / Svoboda a přímá demokracie (SPD), 1 ; France : Reconquête (R !), 1 ; Allemagne : Alternative pour l'Allemagne / Alternative für Deutschland (AfD), 14 ; Hongrie : Mouvement pour notre patrie / Mi Hazánk Mozgalom (MHM), 1 ; Lituanie : Union du peuple et de la justice (centristes, nationalistes) / Tautos ir teisingumo sąjunga (centristai, tautininkai) (TTS), 1 ; Pologne : Nouvelle Espérance / Nowa Nadzieja (NN), 3 ; Slovaquie : Mouvement de la République / Hnutie Republika, 1.

L'analyse des programmes de ces partis montrent leur extrémisme politique. Les relations de l'ENS avec les autres groupes national-populistes et illibéraux sont mauvaises, ce qui est un signe des difficultés que rencontreront ces formations à trouver une ligne politique et une « maison commune ».

## 7. Les élections de Saxe, de Thuringe et du Brandebourg

### a. Les résultats des élections de Thuringe, Saxe et Brandebourg

Les élections de Thuringe, de Saxe et du Brandebourg marquent la naissance d'un nouveau système politique dans les nouveaux Bundesländer.

#### Résultats des principaux partis en 2024 et évolution 2019-2024 (en %)

|                          | Thuringe |            |      | Saxe |            |      | Brandebourg |            |      |
|--------------------------|----------|------------|------|------|------------|------|-------------|------------|------|
|                          | 2024     | Evo. 19-24 | Élus | 2024 | Evo. 19-24 | Élus | 2024        | Evo. 19-24 | Élus |
| Participation électorale | 73,6     | +7,1       | -    | 74,4 | +8,2       | -    | 72,9        | +11,6      | -    |
| CDU                      | 23,6     | +1,9       | 23   | 31,9 | -0,2       | 41   | 12,1        | -3,5       | 12   |
| SPD                      | 6,1      | -2,1       | 6    | 7,3  | -0,4       | 10   | 30,9        | +4,7       | 32   |
| Grüne                    | 3,2      | -2,0       | 0    | 5,1  | -3,5       | 7    | 4,1         | -6,7       |      |
| AfD                      | 32,8     | +9,4       | 32   | 30,6 | +3,1       | 40   | 29,2        | +5,7       | 30   |
| BSW                      | 15,8     | +15,8      | 15   | 11,8 | +11,8      | 15   | 13,5        | +13,5      | 14   |
| Die Linke                | 13,1     | -17,9      | 12   | 4,5  | -5,9       | 6    | 3,0         | -7,7       | -    |
| FDP                      | 1,1      | -3,9       | 0    | 0,9  | -3,6       | 0    | 0,8         | -3,3       | -    |
| Freie Wähler             | -        | -          | -    | 2,3  | -1,1       | 1    | 2,6         | -2,5       | -    |

Source : Landtagswahlleiter [en ligne].

113. AfD plant Gründung europäischer Partei.

Dans les trois Länder, les électeurs se sont fortement mobilisés.

En Thuringe, l'AfD est devenu le premier parti régional. Il progresse de 9,4 pts par rapport à 2019, ce qui lui permet d'obtenir une minorité de blocage au Parlement<sup>114</sup>. La stratégie de radicalité politique et de provocations voulue par Höcke a donc fonctionné<sup>115</sup>. Le succès de l'AfD est cependant trompeur. La stratégie extrémiste a certes permis une forte mobilisation des électeurs hostiles à la coalition Ampel, préoccupés par l'insécurité et l'immigration incontrôlée, mais aboutit à un isolement du parti qui ne peut pas gouverner. La CDU progresse aussi marginalement (+1,9 pt), mais reste loin des scores de l'AfD. Le second vainqueur de l'élection est le BSW (15,8 %). Le Parti de gauche (Die Linke) dirigé par le ministre-président sortant Bodo Ramelow perd près de 18 pts et n'obtient plus que 13,1 % des voix. Malgré sa popularité, il a été victime de la crise de Die Linke au niveau national. Le FDP est atomisé et tombe au niveau des Électeurs Libres (Freie Wähler : 1,3 %). Enfin, les Verts sont éliminés du Parlement.

En Saxe, la CDU obtient 31,9 % des voix, l'AfD 30,6 % et l'alliance Sarah Wagenknecht 11,8 %. Les Verts perdent massivement des électeurs, tout comme Die Linke (4,5 %, -5,9 pts). Ce parti ayant toutefois gagné deux mandats directs à Leipzig, la « clause de sauvegarde » fait que Die Linke a six élus à la chambre, malgré son non-franchissement de la barre de représentativité des 5 %<sup>116</sup>. Le FDP n'est plus représenté au Landtag.

La mise en place d'une coalition gouvernementale en Saxe et en Thuringe va se révéler fort complexe et se focalise autour de la question d'une alliance avec le BSW. La CDU se trouve confrontée à la question de la « nature » idéologique de ce parti<sup>117</sup>. Sahra Wagenknecht est pour sa part favorable à une coopération avec la CDU, mais multiplie les conditions préalables<sup>118</sup>. En cas d'échec des négociations, les électeurs seront rappelés aux urnes.

La courte victoire (30,9 %) du ministre-président du Brandebourg, Dietmar Woidke (SPD) fut le fruit d'une campagne basée sur le bilan économique positif de ses onze années de gouvernement, sur une communication claire centrée sur la politique régionale, y compris l'annonce de son départ en cas de défaite. Son refus de voir le chancelier Scholz venir le soutenir pendant sa campagne a joué en sa faveur. La priorité donnée à sa stratégie anti-AfD

114. Lorsqu'un parti détient plus d'un tiers des sièges au Parlement, il peut bloquer des décisions parlementaires importantes. En Thuringe et en Saxe, c'est le cas. Les décisions parlementaires qui requièrent une majorité des deux tiers ne seraient alors plus possibles sans un accord avec l'AfD. Il s'agit notamment de modifications de la Constitution du Land, de l'élection des juges constitutionnels et de l'élection du président de la Cour des comptes.

115. AfD-Chef Höcke erneut wegen NS-Parole verurteilt [en ligne].

116. Wahlverfahren [en ligne].

117. Kretschmer und das BSW – kann das klappen ? [en ligne].

118. Sachsen nach der Wahl: BSW sieht Schnittmengen mit CDU [en ligne].

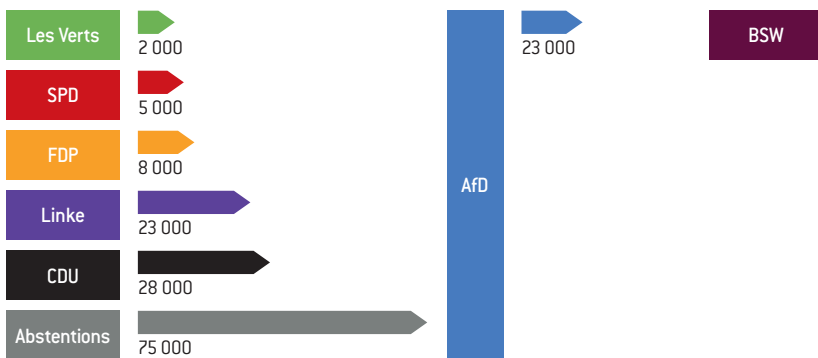
a certes permis d'attirer des électeurs abstentionnistes, mais a siphonné les « petits » partis qui se sont effondrés électoralement. Au lendemain de la consultation, il se retrouve toutefois dans une impasse politique. Le SPD et la CDU obtiennent ensemble 44 sièges sur 88 au nouveau Landtag, la majorité étant de 45 sièges. L'AfD et le BSW ont eux aussi 44 élus. La CDU ayant refusé une grande coalition avec le SPD et le BSW, Woidke devra se coaliser avec le BSW. Certes, l'AfD ne gouvernera pas, mais il a obtenu en Brandebourg une minorité de blocage qui va perturber le fonctionnement du nouveau Parlement.

## b. Transferts électoraux

Les transferts électoraux observables dans les trois Länder sont du même type : progrès de l'AfD et du BSW, un effondrement des libéraux et des petits partis, une faible capacité de résistance de la CDU et du SPD à la poussée populiste.

En Thuringe, c'est l'AfD qui profite le plus largement de l'augmentation de la participation électorale, une situation que l'on retrouve en Saxe et au Brandebourg. Il gagne 71 000 abstentionnistes, 28 000 électeurs en provenance de la CDU et 23 000 anciens électeurs de Die Linke. L'AfD enregistre des gains marginaux en provenance du FDP (+8 000), du SPD (+5 000) et des Verts (+2 000). En revanche, l'AfD perd 11 000 électeurs au profit du BSW.

### Landtagwahl Thüringen 2024 Wählerwanderung

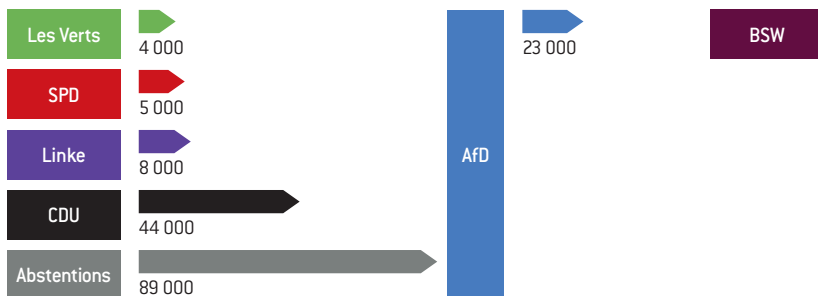


Source : Données Infratest Dimap, Tagesschau, Thüringe [en ligne].

En Saxe, 89 000 abstentionnistes choisissent l'AfD. Ce parti gagne aussi 44 000 voix de la CDU, 10 000 des autres partis, 8 000 électeurs de Die Linke, 5 000 du SPD et 4 000 des Verts. Les seules pertes de l'AfD sont là encore au profit du BSW (-23 000 suffrages).

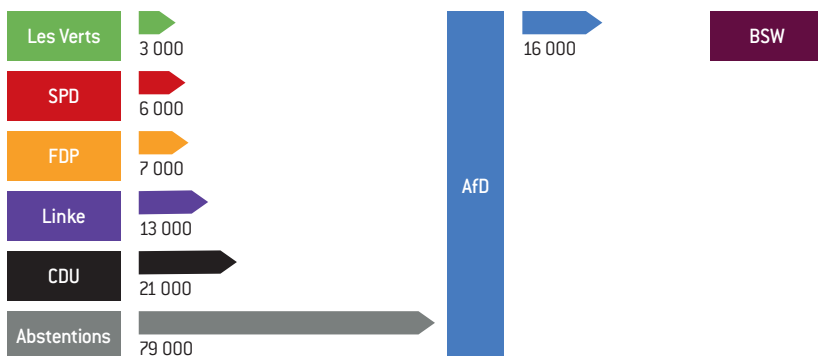


## Landtagswahl Sachsen 2024 Wählerwanderung



Source : Données Infratest Dimap, Tagesschau, Sachsen [en ligne]

## Landtagswahl Brandenburg 2024 Wählerwanderung



Source : Données Infratest Dimap, Tagesschau, Brandenburg [en ligne]

En Brandebourg, l'AfD gagne des électeurs venus de toutes les formations et profite de l'augmentation de la participation électorale. Dans les trois Länder, le BSW montre qu'il est capable de rogner l'électorat AfD, mais que son succès se bâtit pour l'essentiel de l'effondrement de Die Linke.

### c. Sociographie de l'AfD

Les sondages Dimap montrent une très nette progression de l'AfD chez les moins de 25 ans, hommes comme femmes. Le *gender gap* qui existe depuis 2015, reste très affirmé, les femmes votant nettement moins pour l'AfD.

|                      | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|----------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                      | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| Hommes               | 28       | 38   | 32   | 35   | 30          | 35   |
| Femmes               | 18       | 27   | 22   | 26   | 17          | 24   |
| Gender Gap           | 10       | 11   | 10   | 9    | 13          | 11   |
| Hommes (18-24 ans) * | 28       | 38   | 23   | 40   | 22          | 37   |
| Femmes (16-24 ans)   | 14       | 30   | 17   | 21   | 13          | 26   |

\*Score chez les 16-24 ans dans le Brandebourg.

Source : Konrad Adenauer Stiftung, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Le vote AfD apparaît élevé parmi les personnes interrogées ayant un niveau d'études inférieur ou égal au baccalauréat, et ceci depuis 2015. A l'inverse, la fréquentation de l'université est facteur négatif pour l'AfD, une constante depuis 2015.

| Niveau d'études           | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|---------------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                           | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| Inférieur au baccalauréat | 27       | 44   | 32   | 41   | 26          | 35   |
| Baccalauréat              | 28       | 40   | 35   | 39   | 29          | 35   |
| Études Supérieures        | 16       | 21   | 18   | 19   | 16          | 22   |

Source : Konrad Adenauer Stiftung, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Les ouvriers et les chômeurs soutiennent massivement l'AfD. Les fonctionnaires restent peu enclins à voter pour le parti. Le vote AfD corrèle positivement avec les sondés ayant des problèmes économiques, mais aussi avec le fait d'être un résident du Lander depuis plus de 20 ans.

| Catégorie socioprofessionnelle et situation économique | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|--------------------------------------------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                                                        | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| Ouvriers                                               | 39       | 49   | 41   | 45   | 44          | 46   |
| Chômeurs                                               | 30       | 33   | 34   | 32   | 27          | 41   |
| Fonctionnaires                                         | 18       | 26   | 18   | 19   | 28          | 21   |
| Ayant des problèmes économiques                        | 35       | 51   | 45   | 49   | 39          | 46   |

Source : Konrad Adenauer Stiftung, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

|                                                  | Thuringe | Saxe | Brandebourg |
|--------------------------------------------------|----------|------|-------------|
| <i>Nombre d'années de résidence dans le Land</i> | 2024     | 2024 | 2024        |
| Résidence de moins de 10 ans                     | 30       | 17   | 20          |
| Résidence de plus de 20 ans                      | 33       | 32   | 31          |

Source : Konrad Adenauer Stiftung, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Dans les trois Länder l'AfD obtient ses meilleurs scores dans les petites communes jusqu'à 5000 habitants. Le parti est faible dans les grandes villes de plus de 50 000 habitants et n'y progresse que marginalement depuis 2019. Il existe un fort lien entre le dynamisme démographique des cercles électoraux et la progression de l'AfD comme le montre le cas saxon (croissance : 25,9% ; déclin : 36,1 ; fort déclin : 35,8%).

| <i>Taille de la commune d'habitation</i> | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|------------------------------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                                          | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| Communes moins de 5000 habitants         | 26       | 37   | 32   | 36   | 28          | 35   |
| Communes plus de 50000 habitants         | 16       | 21   | 20   | 21   | 22          | 22   |

Source : Konrad Adenauer Stiftung, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Dans un milieu catholique pourtant traditionnellement hostile à l'AfD, le parti fait en Thuringe une percée surprenante (32 %, +13 pts) alors que le parti ne progresse pas sur ce segment de la population en Saxe (-1 pt) et en Brandebourg (-1 pt). La déchristianisation des nouveaux Bundesländer est un facteur favorisant le choix AfD.

#### d. Les déterminants du vote

La perception négative de la politique du gouvernement fédéral et l'impopularité croissante de la coalition Ampel ont dominé la campagne dans les trois Länder. Si l'insatisfaction face à la coalition Ampel se localise dans les trois Länder surtout dans les marges du système (AfD : 98% BSW : 91%), il est frappant de constater que les électeurs SPD de Thuringe (59%) soient aussi très critiques à l'égard de la politique de la coalition Ampel, des chiffres que l'on retrouve en Saxe et en Brandebourg SPD : 58 %. Ce rejet massif explique les transferts électoraux vers l'AfD et le BSW observables dans les trois Länder lors de ce vote.

## Bilan de la coalition Ampel (en %)

|                                                                   | Thuringe | Saxe | Brandebourg |
|-------------------------------------------------------------------|----------|------|-------------|
| Se querelle à un tel point que presque rien ne se réalise         | 83       | 81   | 80          |
| Fait trop peu pour que l'on puisse vivre en sécurité en Allemagne | 73       | 68   | 66          |
| Cette élection est un vote de sanction de la coalition Ampel      | 61       | 56   | 56          |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Les principaux points de critique des électeurs portent, en dehors des questions migratoires et sécuritaires, sur le style de communication des partis de la coalition Ampel et sur la cacophonie politique permanente entre les trois partenaires. Une majorité des personnes interrogées ont fait de cette élection un vote sanction.

Les mesures sécuritaires prises récemment par la coalition Ampel (contrôles aux frontières, expulsion de criminels afghans...) n'ont pas convaincu les électeurs du Brandebourg. À la question de l'efficacité de ces mesures pour vivre « plus sûrement » en Allemagne, 66 % des personnes interrogées répondent négativement (SPD : 48 %, CDU : 69 %, BSW 78 %, AfD : 93 %).

Ce mécontentement généralisé ne profite cependant pas à Friedrich Merz – leader de la CDU – qui reste mal aimé des personnes interrogées (entre 28 et 29 %). Sahra Wagenknecht est la grande gagnante du malaise collectif (entre 39 et 46 %). Les niveaux de satisfaction des personnes interrogées à propos des principaux leaders politiques allemands sont très bas, Habeck (Verts), Weidel (AfD) et Scholz (SPD) étant particulièrement impopulaires<sup>119</sup>.

### Satisfaction à propos du travail du gouvernement régional et perception de l'état des Länder

Une des raisons importantes de la percée de l'AfD et du BSW est l'insatisfaction majoritaire à l'égard du travail des gouvernements régionaux. La radicalité de l'AfD dans les trois Länder effraie cependant une majorité des personnes interrogées. En Thuringe, 57 % d'entre elles rejettent une option gouvernementale pour ce parti (59 % en Brandebourg).

119. Sind Sie mit der politischen Arbeit von ... zufrieden oder nicht zufrieden? (Êtes-vous satisfait ou non, du travail de ...) [en ligne].

Les sondages révèlent un étonnant renversement entre 2019 et 2024 de la perception économique dans les trois Länder. Elle est aujourd’hui très négative pour une majorité des personnes interrogées.

|                       | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|-----------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                       | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| Pessimisme économique | 31       | 66   | 23   | 57   | 38          | 52   |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Ce pessimisme offre à l’AfD et au BSW un thème permanent de campagne (désindustrialisation, faillite d’entreprises, chômage croissant...). Ce pessimisme est d’autant plus surprenant que la situation individuelle des personnes interrogées est jugée bonne en Thuringe et en Saxe.

|                                        |          | Électeurs |     |     |     |     |
|----------------------------------------|----------|-----------|-----|-----|-----|-----|
|                                        |          | Global    | SPD | CDU | BSW | AfD |
| Bonne situation économique personnelle | Thuringe | 79        | 88  | 89  | 78  | 68  |
|                                        | Saxe     | 79        | 90  | 88  | 75  | 67  |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

### L’hostilité Est-Ouest

Ces tableaux montrent l’intensité de la frustration des Allemands de l’Est.

#### La perception des nouveaux Bundesländer (en %)

|                                                                                             | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                                                                                             | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| La politique et l’économie sont toujours trop déterminées par les Allemands de l’Ouest      | 74       | 75   | 79   | 84   | 70          | 64   |
| Les Allemands de l’Est sont toujours des citoyens de seconde zone dans de nombreux domaines | 70       | 75   | 78   | 86   | 59          | 67   |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

|                                                                                        | Thuringe | Saxe |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------|------|
| Culture et mentalité sont et restent différents entre l'Est et l'Ouest                 | 78       | 76   |
| On est aujourd'hui marginalisé si l'on dit son opinion sur certains thèmes             | 71       | 69   |
| L'État se préoccupe plus des gens qui viennent chez nous que de nos concitoyens        | 69       | 67   |
| En permanence, quelqu'un veut m'imposer un mode de vie et de pensée qui m'est étranger | 54       | 53   |
| Nous ne vivons plus dans une vraie démocratie                                          | 50       | 47   |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Un sondage s'est penché sur les causes de cette méfiance – voire de cette hostilité – des « Osis » envers l'Ouest<sup>120</sup>. Les données d'une enquête à long terme du projet de recherche SOSEC, montre que 50 % des personnes interrogées à l'Est (30 % à l'Ouest) pensent que les crises actuelles sont voulues pour servir les intérêts des « élites » et que la politique n'améliore délibérément pas la situation des populations.

### e. Le choix AfD

Thématiquement, la montée de la criminalité et les actes terroristes récents inquiètent les électeurs des trois Länder, un thème qui est corrélé à la question de l'immigration. La sécurité sociale (retraite, santé, mais aussi les transports...) préoccupe les personnes interrogées alors que la question climatique n'intéresse plus guère. Cette tendance lourde explique le déclin électoral continu des Verts, mais aussi de Die Linke, qui en avait fait une dimension centrale de sa politique.

#### Pourcentage des personnes interrogées inquiètes par les différents thèmes (en %)

|                                  | Thuringe | Saxe | Brandebourg |
|----------------------------------|----------|------|-------------|
| Criminalité et actes terroristes | 21       | 18   | 12          |
| Immigration                      | 18       | 19   | 17          |
| Sécurité sociale                 | 21       | 20   | 20          |
| Climat                           | 4        | 7    | 9           |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

120. Großer Teil der Ostdeutschen glaubt an Verschwörung gegen sie (Une part importante des Allemands de l'Est pensent que les choses vont plus mal pour eux), [en ligne].

Le choix de l'AfD est commandé en 2024, et ceci depuis 2015, par la question de l'immigration, de la sécurité sociale et de la criminalité. L'attentat islamiste, le 23 août 2024, qui fit trois morts et quatre blessés a eu un effet mobilisateur pour l'AfD et le BSW lors des élections du 1er septembre. Le BSW, qui lui aussi mobilise sur ces thèmes, trouve une part de ses électeurs chez les personnes interrogées pacifistes, un thème non porteur pour l'électorat AfD.

### La perception de l'AfD en 2024 (en %)

| Groupe d'électeurs                                                                                      | Thuringe |     | Saxe |     | Brandebourg |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----|------|-----|-------------|-----|
|                                                                                                         | Tous     | Afd | Tous | Afd | Tous        | Afd |
| Je trouve positif qu'il veuille plus fortement limiter l'entrée d'étrangers et de réfugiés              | 58       | 97  | 59   | 98  | 49          | 97  |
| S'occupe plus que les autres partis des problèmes locaux                                                | 33       | 83  | 33   | 92  | 28          | 83  |
| Il dit ce que l'on ne peut dire dans les autres partis                                                  | 56       | 97  | 55   | 98  | -           | -   |
| Avec Björn Höcke comme ministre-président la démocratie et l'État de droit seraient en péril (Thuringe) | 54       | 16  | -    | -   | -           | -   |
| Un AfD fort met en danger la démocratie et l'État de droit (Brandebourg)                                | -        | -   | -    | -   | 62          | -   |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Ce tableau montre que le « mur coupe-feu » (*Brandmauer*) au cœur des campagnes « antifascistes » de la coalition Ampel et marginalement de la CDU se lézarde dans les nouveaux Bundesländer. Toutefois, au-delà de ce pragmatisme politique, les personnes interrogées restent méfiantes envers le projet politique de l'AfD.

L'AfD a fait du thème de l'immigration et de son corrolaire sécuritaire son principal argumentaire et semble coller aux sentiments collectifs. De fait, au Brandebourg, la peur de l'augmentation de la criminalité atteint les 70 % (+15 pts par rapport à 2019), et le rejet de l'islam monte à 70 % (+16 pts). Le sondage Infratest Dimap pour ce Land montre cependant que les adhérents de l'AfD sont tendanciellement moins radicaux que les leaders du parti. Si 93 % des électeurs AfD sont pour une expulsion des migrants sans droits de séjour, ils ne sont que 10 % à vouloir que les migrants ayant un travail et un passeport allemand soient renvoyés chez eux.

## Perception des compétences de l'AfD dans la période 2019 – 2024 (en %)

|                                                  | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|--------------------------------------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                                                  | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| Combattre la criminalité                         | 23       | 31   | 26   | 30   | 22          | 24   |
| Politique d'asile et d'immigration               | 20       | 29   | 25   | 31   | 18          | 22   |
| Intérêts est-allemands                           | 16       | 25   | 23   | 25   | 13          | 20   |
| Politique vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie | -        | 19   | -    | 21   | -           | 14   |
| Emploi                                           | 7        | 18   | 8    | 18   | 7           | 13   |
| Sécurité sociale                                 | 12       | 18   | 12   | 19   | 10          | 13   |
| Économie                                         | 7        | 18   | 9    | 18   | 8           | 13   |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

Ce tableau montre un changement drastique de la perception des compétences de l'AfD. Le travail idéologique et programmatique des Nouvelles Droites en périphérie du parti a porté ses fruits. Les personnes interrogées accordent à l'AfD des capacités nouvelles qui se sont élargies à d'autres thèmes que la lutte contre la criminalité et l'immigration<sup>121</sup>. Cette mutation explique pourquoi le profil électoral de l'AfD a changé. Il fut longtemps un parti de protestation, mais est devenu une formation que l'on choisit par conviction politique. Cette évolution fait qu'un retour rapide des électeurs AfD vers des partis démocratiques est peu vraisemblable puisqu'ils votent pour l'AfD par conviction.

|                               | Thuringe |      | Saxe |      | Brandebourg |      |
|-------------------------------|----------|------|------|------|-------------|------|
|                               | 2019     | 2024 | 2019 | 2024 | 2019        | 2024 |
| A choisi l'AFD par conviction | 39       | 52   | 40   | 50   | 36          | 52   |

Source : Tagesschau, Thuringe [en ligne] ; Saxe [en ligne] ; Brandebourg [en ligne].

121. Armin Pfahl-Traugher, *Intellektuelle Rechtsextremisten. Das Gefahrenpotenzial der Neuen Rechten*, Dietz Verlag, Bonn 2022.



## CONCLUSION

Les élections européennes de 2024 comme les élections régionales de Saxe et de Thuringe ont vu l'AfD progresser électoralement. Ces consultations montrent que ce parti, malgré l'offensive menée par les autres formations politiques, les Églises, le patronat, la société civile et les services secrets allemands, a résisté. Certes, si l'AfD se voyait confronté à l'avenir à de nouvelles révélations sur ses liens avec la Russie ou la Chine, une nouvelle campagne anti-AfD se mettrait en place. Cependant, comme le montre l'affaire Bystron/Krah, l'effet de ces sandales restera limité aux sympathisants hésitants du parti. Le noyau de l'AfD n'est pas atteignable par les scandales. Les consultations de 2024 montrent aussi que l'AfD peut devenir non seulement le premier parti régional (cas de la Thuringe), mais aussi comme le montrent les élections locales en Bade-Wurtemberg<sup>122</sup>, en Saxe-Anhalt<sup>123</sup> et en Thuringe<sup>124</sup> de s'enraciner sur le long terme dans les communes et d'y exercer un réel pouvoir aboutissant localement à une disparition du *Brandmauer* (le mur coupe-feu) des partis démocratiques. Ces élections montrent aussi que Die Linke est agonisante et que le BSW est un parti d'avenir, au moins sur le moyen terme (élections régionales et au Bundestag).

Le succès de l'AfD aux élections régionales et européennes de 2024 est toutefois trompeur car le parti se trouve dans une impasse politique et stratégique. Au sein du Parlement européen, la radicalité du parti a entraîné son isolement, depuis son exclusion du groupe Identité et Démocratie (ID). Il est aujourd'hui ostracisé par les « Patriotes pour l'Europe » et le groupe de Giorgia Meloni (le CRE/ECR pour Conservateurs et Réformistes européens). Cette hostilité des groupes entre eux montre que la « maison commune » de tous les partis nationaux-populistes et illibéraux ayant pour objectif de dompter la Commission européenne est un projet mort-né, malgré la montée en puissance dans toute l'Europe du national-populisme et de l'illibéralisme.

Tout n'est pas rose pour l'AfD en dehors du cadre européen. C'est sur le plan intérieur que ce parti connaît des difficultés grandissantes. Nombre de cadres de ce parti s'opposent à la ligne völkisch de Höcke<sup>125</sup> ou le quittent<sup>126</sup>. La stratégie de radicalisation est perçue par nombre de cadres

122. Kommunalwahl in BW: Rechtsruck in den Kommunalparlamenten.

123. AfD-Wahlerfolg in Sachsen-Anhalt: Politikwissenschaftler nennt Gründe.

124. Was die Ergebnisse der Kommunalwahl 2024 für Thüringen bedeuten.

125. Machtkampf in AfD eskaliert weiter - Parteiausschluss von Höcke gefordert.

126. Rechts, rechter, am rechtesten – Austritte aus der AfD, „Politische Dummheit“ – AfD-Abgeordnete verlässt nach Krah-Skandal die Partei.

AfD, surtout à l'Ouest, comme un cul de sac. Certes, la faiblesse de la coalition Ampel, l'inachèvement de la réunification, le manque de contrôle de l'immigration, la récession économique et la peur de la guerre restent des moteurs politiques, mais le vent mauvais pour l'AfD vient d'ailleurs.

L'AfD a certes fait aux élections régionales à l'Est d'excellents scores, mais il n'a pas de partenaires de coalition pour gouverner. A l'Ouest, le parti s'est bien renforcé électoralement en 2024, mais son potentiel électoral semble plus limité. Enfin, l'hostilité au projet de l'AfD reste très forte dans une population allemande polarisée et son classement prochain en parti extrémiste par les Autorités de protection de la Constitution devrait fortement l'ébranler et provoquer la démission de nombreux adhérents actifs dans les administrations, la police, la justice et l'armée.



FONDATION pour  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

# LES EUROPÉENS ABANDONNÉS AU POPULISME

Par Dominique Reynié

Une enquête  
de la Fondation pour l'Innovation politique  
dans les 27 pays de l'Union européenne  
et au Royaume-Uni

2024



FONDATION pour  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

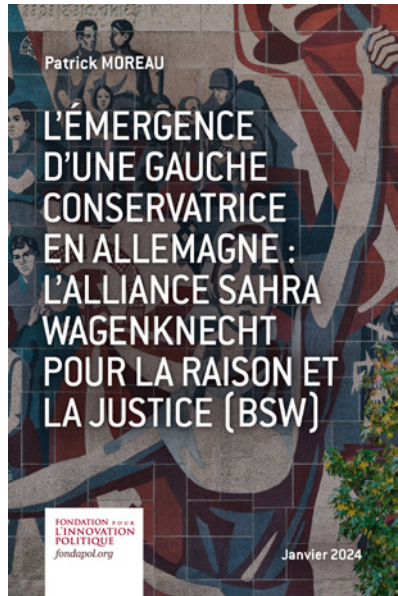
# ARE EUROPEANS ABANDONED TO POPULISM?

By Dominique Reynié

A Survey  
by the Fondation pour l'Innovation politique  
in the 27 countries of the European Union  
and in the United Kingdom

2024

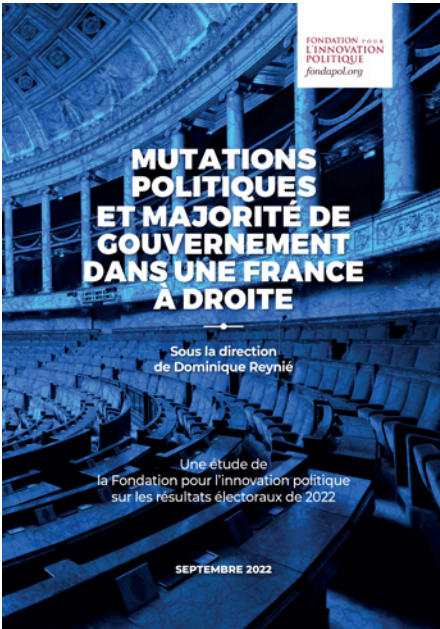


















Sous la direction de Dominique Reynié

# OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA  
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

# WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY  
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE





# NOS PUBLICATIONS

## **Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024**

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, octobre 2024, 48 pages

## **Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024**

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2024, 92 pages

## **L'opinion européenne en 2023**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, juillet 2024, 284 pages

## **Législatives 2024 : le grand désarroi des Français**

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

## **Les Européens abandonnés au populisme**

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

## **Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?**

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

## **Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche**

Patrick Moreau, avril 2024, 39 pages

## **Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)**

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

## **Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe**

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

## **Les étrangers extra-européens et le logement social en France**

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

## **Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat**

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

## **Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès**

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

## **L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)**

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

## **L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023**

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

## **Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme**

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

## **L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)**

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

## **Innovation politique 2022 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 252 pages

## **Innovation politique 2022 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 310 pages

## **Mouvements protestataires : le retour de la violence**

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

## **La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20**

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

**Le jumeau numérique en santé**

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

**La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France**

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

**L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride**

Loise Lyonnnet et Pierre Poinson, juillet 2023, 40 pages

**La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance**

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

**L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi**

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

**L'enseignement supérieur privé en France**

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

**Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine**

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

**Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?**

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

**De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique**

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

**Pour un nouvel ordre énergétique européen**

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

**Le XXI<sup>e</sup> siècle du christianisme - édition de poche**

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

**Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition**

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

**Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)****Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?**

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

**Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)****Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975**

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

**Immigration : comment font les États européens**

Fondation pour l'innovation politique, mars 2023, 46 pages

**La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2023, 57 pages

**L'opinion européenne 2020-2022**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

**Innovation politique 2021 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 340 pages

**Innovation politique 2021 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 440 pages

**Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique**

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

**Italie 2022 : populismes et droitisation**

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

**Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?**

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

**Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite**

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

## **Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)**

### **Les questions à long terme**

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

## **Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)**

### **État des lieux et perspectives à court-moyen terme**

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

## **La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental**

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

## **2022, présidentielle de crises**

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

## **Les déchets nucléaires : une approche globale (4)**

### **La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

## **Les déchets nucléaires : une approche globale (3)**

### **L'enjeu des générations futures**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

## **Les déchets nucléaires : une approche globale (2)**

### **Les solutions pour maîtriser le risque effectif**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

## **Les déchets nucléaires : une approche globale (1)**

### **Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

## **Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022**

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 38 pages

## **Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire**

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

## **Libertés : l'épreuve du siècle**

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

## **Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique**

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

## **Innovation politique 2020 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

## **Innovation politique 2020 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

## **Défendre l'autonomie du savoir**

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

## **Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale**

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

## **2022, le risque populiste en France (vague 5)**

### **Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

## **Parti et Démocratie**

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

**Commerce illicite de cigarettes, volet II.****Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

**Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire**

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

**Les décroissants en France. Un essai de typologie**

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

**Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021**

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

**Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle**

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

**L'idéologie woke. Face au wokisme (2)**

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

**L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)**

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

**Protestation électorale en 2021 ?****Données issues du 1<sup>er</sup> tour des élections régionales**

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

**2022, le risque populiste en France (vague 4)****Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

**La conversion des Européens aux valeurs de droite**

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

**Les coûts de la transition écologique**

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

**Le XXI<sup>e</sup> siècle du christianisme**

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

**Les protestants en France, une minorité active**

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

**L'agriculture bio et l'environnement**

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

**Devrions-nous manger bio ?**

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

**Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?**

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

**Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire**

Julien Damon, février 2021, 33 pages

**Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?**

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

**Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale**

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

**Souveraineté économique : entre ambitions et réalités**

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

**Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire**

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages



**Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision**

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

**Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé**

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

**Glyphosate, le bon grain et l'ivraie**

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

**Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite**

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

**2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)**

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

**Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat**

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

**Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté**

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

**Relocaliser en France avec l'Europe**

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

**Relocaliser la production après la pandémie ?**

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

**Qui paie ses dettes s'enrichit**

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

**L'opinion européenne en 2019**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

**Les assureurs face au défi climatique**

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

**Changements de paradigme**

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

**Hongkong : la seconde rétrocession**

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

**Tsunami dans un verre d'eau**

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

**Innovation politique 2019 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

**Innovation politique 2019 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

**Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion**

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

**De la distanciation sociale à la distanciation intime**

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

**Covid-19 : Cartographie des émotions en France**

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

**Ne gaspillons pas une crise**

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

**Retraites : leçons des réformes suédoises**

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

**Retraites : leçons des réformes belges**

Frank Vandembroucke, février 2020, 40 pages

**Les biotechnologies en Chine : un état des lieux**

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

**Radiographie de l'antisémitisme en France**

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

**OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

**Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

**Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

**Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat**

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)****Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)****Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)****Politique de concurrence et industrie européenne**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

**Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019**

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

**Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?**

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

**2022, le risque populiste en France (vague 1)****Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

**La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »**

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

**1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne**

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

**Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1<sup>er</sup> septembre 2019**

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

**Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations**

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

**Vox, la fin de l'exception espagnole**

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

**Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

**Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

**Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

**L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante**

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

**Démocraties sous tension**

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

**volume I**, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

**La longue gouvernance de Poutine**

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

**Politique du handicap : pour une société inclusive**

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

**Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF**

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

**Un an de populisme italien**

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

**Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste**

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

**Une civilisation électrique (2). Vers le réenchancement**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

**Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

**Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention**

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

**Vers une société post-carbone**

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

**Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique**

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

**Innovation politique 2018 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

**Innovation politique 2018 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

**L'opinion européenne en 2018**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

**La contestation animaliste radicale**

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

**Le numérique au secours de la santé**

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

**Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

**Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe**

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

**La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

**La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX<sup>e</sup> siècle**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

**La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

**Le christianisme et la modernité européenne (2)****Comprendre le retour de l'institution religieuse**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

**Le christianisme et la modernité européenne (1)****Récuser le déni**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

**Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,****Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

**L'avenir de l'hydroélectricité**

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

**Retraites : Leçons des réformes italiennes**

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

**Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?**

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

**Les géants du numérique (1) : magnats de la finance**

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

**L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux**

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

**Alternative für Deutschland : établissement électoral**

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

**Les Français jugent leur système de retraite**

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

**Migrations : la France singulière**

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

**Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...**

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

**La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan****Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang**

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

**Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration**

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

**Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?**

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

**Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?**

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

**Éthiques de l'immigration**

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

**Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)**

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

**Villes et voitures : pour une réconciliation**

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

**France : combattre la pauvreté des enfants**

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

**Que pèsent les syndicats ?**

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

**L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

**L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

**L'Italie aux urnes**

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

**L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous**

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

**L'innovation à l'ère du bien commun**

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

**Libérer l'islam de l'islamisme**

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

**Gouverner le religieux dans un état laïc**

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

**L'opinion européenne en 2017**

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

**Innovation politique 2017 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

**Innovation politique 2017 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

**Une « norme intelligente » au service de la réforme**

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

**Autriche : virage à droite**

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

**Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage**

Fayçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

**Où va la démocratie ?**

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

**Violence antisémite en Europe 2005-2015**

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

**Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne**

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

**Marché du travail : pour la réforme !**

Fayçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

**Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie**

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

**Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés**

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

**France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances**

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

**Dette publique : la mesurer, la réduire**

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

**Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière**

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

**Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle**

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

**Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

**Porno addiction : nouvel enjeu de société**

David Reynié, mars 2017, 34 pages

**Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

**Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

**L'actif épargne logement**

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

**Réformer : quel discours pour convaincre ?**

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

**De l'assurance maladie à l'assurance santé**

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

**Hôpital : libérer l'innovation**

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

**Le Front national face à l'obstacle du second tour**

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

**La République des entrepreneurs**

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

**Des startups d'État à l'État plateforme**

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

**Vers la souveraineté numérique**

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

**Repenser notre politique commerciale**

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

**Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté**

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

**L'Autriche des populistes**

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

**L'Europe face aux défis du pétro-solaire**

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

**Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN**

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

**Innovation politique 2016**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

**Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique**

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

**Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion**

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

**L'opinion européenne en 2016**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

**L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX<sup>e</sup> siècle)**

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

**L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX<sup>e</sup> siècle)**

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

**Refonder l'audiovisuel public**

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

**La concurrence au défi du numérique**

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

**Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité**

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

**Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle**

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 33 pages

**La blockchain, ou la confiance distribuée**

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

**La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)**

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

**Gouverner pour réformer : éléments de méthode**

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

**Les zadistes (2) : la tentation de la violence**

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

**Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme**

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

**Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

**Régionales (1) : vote FN et attentats**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

**Un droit pour l'innovation et la croissance**

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

**Le lobbying : outil démocratique**

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

**Valeurs d'islam**

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

**Chiites et sunnites : paix impossible ?**

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

**Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme**

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

**Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels**

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

**L'opinion européenne en 2015**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

**La noopolitique : le pouvoir de la connaissance**

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

**Innovation politique 2015**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

**Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant**

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

**Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois**

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

**PME : nouveaux modes de financement**

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

**Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route**  
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

**Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale**  
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

**Crise de la conscience arabo-musulmane**  
Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

**Départementales de mars 2015 (3) : le second tour**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 41 pages

**Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 43 pages

**Départementales de mars 2015 (1) : le contexte**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 30 pages

**Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »**  
Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

**Politique économique : l'enjeu franco-allemand**  
Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

**Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain**  
François Bazin, juin 2015, 35 pages

**Économie de la connaissance**  
Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

**Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique**  
Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

**Unir pour agir : un programme pour la croissance**  
Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

**Nouvelle entreprise et valeur humaine**  
Francis Mer, avril 2015, 21 pages

**Les transports et le financement de la mobilité**  
Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

**Numerique et mobilité : impacts et synergies**  
Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

**Islam et démocratie : face à la modernité**  
Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

**Islam et démocratie : les fondements**  
Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

**Les femmes et l'islam : une vision réformiste**  
Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

**Éducation et islam**  
Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

**Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?**  
Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

**L'islam et les valeurs de la République**  
Saad Khiari, février 2015, 34 pages

**Islam et contrat social**  
Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

**Le soufisme : spiritualité et citoyenneté**  
Bariza Khiari, février 2015, 46 pages



**L'humanisme et l'humanité en islam**

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

**Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?**

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

**Coran, clés de lecture**

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

**Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité**

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

**Mémoires à venir**

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

**La classe moyenne américaine en voie d'effritement**

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

**Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes**

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

**L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages**

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

**La politique de concurrence : un atout pour notre industrie**

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

**Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

**Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

**Innovation politique 2014**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

**Énergie-climat : pour une politique efficace**

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

**L'urbanisation du monde. Une chance pour la France**

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

**Que peut-on demander à la politique monétaire ?**

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

**Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014**

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

**Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France**

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

**L'opinion européenne en 2014**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

**Taxer mieux, gagner plus**

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

**L'État innovant (2) : diversifier la haute administration**

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

**L'État innovant (1) : renforcer les think tanks**

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

**Pour un new deal fiscal**

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

**Faire cesser la mendicité avec enfants**

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

**Le low cost, une révolution économique et démocratique**

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

**Un accès équitable aux thérapies contre le cancer**

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

**Réformer le statut des enseignants**

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

**Un outil de finance sociale : les social impact bonds**

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

**Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance**

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

**Les valeurs des Franciliens**

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

**Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec**

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

**Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées**

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

**L'opinion européenne en 2013**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

**La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique**

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

**Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs**

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

**La démobilité : travailler, vivre autrement**

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

**Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie**

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

**Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France**

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

**Les classes moyennes dans les pays émergents**

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

**Innovation politique 2013**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

**Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies**

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

**Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux**

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

**La compétitivité passe aussi par la fiscalité**

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

**Une autre politique monétaire pour résoudre la crise**

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

**La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?**

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

**Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...**

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

**Youth and Sustainable Development**

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

**La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité**

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

**Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure**

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

**Libérer le financement de l'économie**

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

**L'épargne au service du logement social**

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

**L'opinion européenne en 2012**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

**Valeurs partagées**

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

**Les droites en Europe**

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

**Innovation politique 2012**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

**L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité**

Charles Feuillerade, janvier 2012, 27 pages

**Politique énergétique française (2) : les stratégies**

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

**Politique énergétique française (1) : les enjeux**

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

**Révolution des valeurs et mondialisation**

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

**Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?**

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

**La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser**

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

**L'hospitalité : une éthique du soin**

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

**12 idées pour 2012**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

**Les classes moyennes et le logement**

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

**Réformer la santé : trois propositions**

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

**Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008**

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

**La responsabilité**

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

**Le vote des classes moyennes**

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

**La compétitivité par la qualité**

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

**Les classes moyennes et le crédit**

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

**Portrait des classes moyennes**

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

**Morale, éthique, déontologie**

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

**Sortir du communisme, changer d'époque**

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

**L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?**

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

**La jeunesse du monde**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

**Pouvoir d'achat : une politique**

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

**La liberté religieuse**

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

**Réduire notre dette publique**

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

**Écologie et libéralisme**

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

**Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies**

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

**Contester les technosciences : leurs raisons**

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

**Contester les technosciences : leurs réseaux**

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

**La fraternité**

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

**La transformation numérique au service de la croissance**

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

**L'engagement**

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

**Liberté, Égalité, Fraternité**

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

**Quelle industrie pour la défense française ?**

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

**La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise**

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

**La religion dans les affaires : la finance islamique**

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

**Où en est la droite ? L'Allemagne**

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

**Où en est la droite ? La Slovaquie**

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

**Qui détient la dette publique ?**

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

**Le principe de précaution dans le monde**

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

**Comprendre le Tea Party**

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

**Où en est la droite ? Les Pays-Bas**

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

**Productivité agricole et qualité des eaux**

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

**L'Eau : du volume à la valeur**

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

**Eau : comment traiter les micropolluants ?**

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

**Eau : défis mondiaux, perspectives françaises**

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

**L'irrigation pour une agriculture durable**

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

**Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles**

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

**Où en est la droite ? L'Autriche**

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

**La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat**

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

**Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro**

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

**2011, la jeunesse du monde**

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

**L'opinion européenne en 2011**

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

**Administration 2.0**

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

**Où en est la droite ? La Bulgarie**

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

**Le retour du tirage au sort en politique**

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

**La compétence morale du peuple**

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

**L'Académie au pays du capital**

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

**Pour une nouvelle politique agricole commune**

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

**Sécurité alimentaire : un enjeu global**

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

**Les vertus cachées du low cost aérien**

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

**Innovation politique 2011**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

**Défense : surmonter l'impasse budgétaire**

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

**Où en est la droite ? L'Espagne**

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

**Les vertus de la concurrence**

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

**Internet, politique et coproduction citoyenne**

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

**Où en est la droite ? La Pologne**

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

**Où en est la droite ? La Suède et le Danemark**

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

**Quel policier dans notre société ?**

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

**Où en est la droite ? L'Italie**

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

**Crise bancaire, dette publique : une vue allemande**

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

**Dette publique, inquiétude publique**

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

**Une régulation bancaire pour une croissance durable**

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

**Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole**

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

**Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?**

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

**L'opinion européenne en 2010**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

**Pays-Bas : la tentation populiste**

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

**Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat**

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

**Où en est la droite ? La Grande-Bretagne**

David Hanley, avril 2010, 30 pages

**Renforcer le rôle économique des régions**

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

**Réduire la dette grâce à la Constitution**

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

**Stratégie pour une réduction de la dette publique française**

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

**Iran : une révolution civile ?**

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

**Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre**

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

**Agir pour la croissance verte**

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

**L'économie allemande à la veille des législatives de 2009**

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

**Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France**

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

**Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après**

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

**L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française**

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

**La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?**

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :  
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

**La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi**

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

**Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme**

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

**Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?**

**Une question de justice sociale et un problème démocratique**

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

**La réforme de l'enseignement supérieur en Australie**

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

**Les réformes face au conflit social**

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

**L'opinion européenne en 2009**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

**Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?**

**Sondage, analyse, éléments pour le débat**

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

**Stratégie européenne pour la croissance verte**

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands  
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages





# SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

*Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.*

## **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Avantage fiscal :  **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

## **Vous êtes un particulier**

Avantages fiscaux :  **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans) ;  **au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

**contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**





# L'AfD : L'EXTRÊME DROITE ALLEMANDE DANS L'IMPASSE

Par Patrick MOREAU

Les élections européennes de juin 2024, en Allemagne, ont souligné la montée de Alternative für Deutschland (AfD). Avec 15,9 % des voix, ce parti d'extrême droite fondé en 2013, est arrivé en deuxième position et a remporté 15 sièges au Parlement européen, son meilleur score à ce jour. L'AfD poursuit sa progression, comme l'ont montré les élections régionales de septembre 2024 en Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg, où il a obtenu aux alentours de 30 % des voix.

La crise migratoire de 2015 a marqué un tournant fondamental, en mettant en avant dans le débat public les thématiques privilégiées de l'AfD : immigration, rejet de l'islam, sécurité, famille, nation, dénonciation de l'échec des « vieux partis », etc. Le parti a su tirer profit de ce contexte, plus favorable encore depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise des approvisionnements énergétiques. L'AfD est désormais un acteur majeur de la vie politique allemande. En dix ans, il a opéré une véritable mue, passant de l'identité d'un parti de protestation à celle d'un parti d'adhésion capable de façonner un corpus idéologique singulier.

Alors que se profile l'élection du Bundestag (en 2025), la coalition Ampel, dirigée par Olaf Scholz, qui rassemble le Parti social-démocrate (SPD), le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts, est frappée par une série d'échecs électoraux majeurs. À l'instar de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), l'AfD a su se nourrir de la crise du système politique allemand et de la défiance à l'égard des partis traditionnels.

Malgré l'offensive menée par les autres partis, les Églises, le patronat, la société civile et les services secrets allemands, l'AfD résiste, poursuivant son ascension, au point de faire craindre une disparition du *Brandmauer* (« mur coupe-feu ») des partis démocratiques.

Cette dynamique ne doit pas abuser le jugement, car il ne faut pas sous-estimer la réalité des difficultés auxquelles le parti est confronté. Au Parlement européen, sa radicalité l'isole, au point d'avoir été exclu du groupe Identité et Démocratie (ID) conduit par le RN. À l'intérieur, malgré un enracinement régional réel à l'Est, l'AfD est toujours sans partenaire de coalition pour gouverner, rendant son arrivée au pouvoir plus qu'incertaine.

Les médias

**ANTHROPO  
TECHNIE**  
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

**fondapol.org**



Les données en open data

**data.fondapol**



978 2 36408 331 8

ISBN : 978-2-36408-331-8

5 €